

JOURNAL
BELGE
MONDIAL!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DOSSIER

**CHANTER ET DÉCHANTER
AVEC RENAUD**

Gwenaël Breës
Page 3

**GUERRES ET IMPÉRIALISME :
SILENCE ! TOUT EST CLAIR**

Coordonné
par Alexandre Penasse
Page 15

**L'INDUSTRIE CHIMIQUE
MENACE MAZY**

Michel Weber et Ludovic Peters
Page 5

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - rue Fernand Bernier, 15, 1060 Saint-Gilles, Bruxelles



Illustration: Aurélie Deschamps



SOMMAIRE

CHANTER ET DÉCHANTER
AVEC RENAUD

Gwenaël Breës / Page 3

VIVRE AVEC LES ROBOTS ?

Paul Lannoye / Page 4

L'INDUSTRIE CHIMIQUE À MAZY

Michel Weber & Ludovic Peters / Page 5

QUESTIONS D'EFFONDREMENT

Discussion croisée / Pages 6-7-22

TOUT SAUF MÉLENCHON...

Jean-Pierre L. Collignon / Page 8

DETTE ODIEUSE DE BEN ALI

Robin Delobel / Page 9

BRANDWASHING, ART ET
ACTIVISME

Collectif Brandwashing / Pages 10-11

RENCONTRE AVEC
ALAIN DENEULT

Pages 12-13

« L'IMAGINAIRE DU
DÉBRANCHEMENT »

Pablo Servigne & Raphaël Stevens / Page 14

DOSSIER
DOMINATION OCCIDENTALE :
SILENCE RADIO, TOUT EST
CLAIR !

Réalisé par Alexandre Penasse / Pages 15-21

INTRODUCTION

Page 15

DISTINGUER VÉRITÉ FACTUELLE ET INTÉRÊTS

Pages 16-17

UN POINT D'ACCORD ENTRE TOUS: NOTRE « SUPÉRIORITÉ »

Pages 18-19

« REFUGEES WELCOME »

Pages 20-21

CHRONIQUE ANTI-PUB

Alain Adriaens / Page 22

VU/LU/ENTENDU

Page 23

BRÈVES

Page 24

LE « POPULISME »
DANS LES MÉDIAS,
ENTRE ÉPOUVANTAIL ET
VACHE À LAIT

Illustration: Aurélie Deschamps

D e nos jours, il est facile de se refaire une virginité éthico-politique ou de conforter sa bonne réputation de démocrate ; il suffit de tirer à boulets rouges (bleus ?) sur le « populisme »⁽¹⁾, exercice dans lequel excellent les médiocrates, qui confirment par là plus que jamais leur rôle de chiens de garde. Désigner le camp du Mal et, par opposition, se positionner dans le camp du Bien, voilà qui fait recette. Faire danser la marionnette populiste pour, par contraste, rendre sympathique ou faire accepter la nomenklatura capitaliste, malgré ses malversations (affaires Pénelope Fillon en France, Chodiev et Publifin en Belgique), voilà un truc qui se voudrait efficace. Sur France-Inter le 2 mars 2017, Frédéric Beigbeder imaginait l'Hexagone sous la coupe de Marine Le Pen et en profitait pour passer la pommade sur les membres de sa caste, « ceux que les populistes taxent de bobos droits-de-l'hommes » (sic). Et encore une louche de moraline libérale de gauche !

« Chez nous », l'éditorial de Béatrice Delvaux dans *Le Soir* du 1^{er} mars, « Populiste, dis-nous ce que tu vas faire et qui tu fréquentes » exsude l'aveuglement idéologique, à moins que ce ne relève du cynisme. Morceaux choisis et commentaires :

- « Chez nous⁽²⁾ remonte les fondements d'un programme qui manipule les sentiments et embrigade des gens désemparés, réexpose une entreprise de communication et de marketing bien rôdée ». Ce « programme » décrit ici ressemble étrangement à celui... du néolibéralisme. Mais ça, B. Delvaux ne le « voit » pas.

- « Les populistes [...] prennent le risque de déstabiliser leur société et le monde, et nomment de dangereux idéologues à des postes-clés ». Rappel : ce sont les néolibéraux qui ont commencé à déstabiliser la société et le monde il y a une trentaine d'années et ont nommé « de dangereux idéologues à des postes-clés » : d'abord Margaret Thatcher et Ronald Reagan, puis Pascal Lamy à l'OMC, Christine Lagarde au FMI, Mario Draghi à la BCE, Jean-Claude Juncker à la Commission européenne, etc. On peut soupçonner ces hauts fonctionnaires adeptes du pantouflage d'être aussi, comme l'écrit plus loin B. Delvaux à propos des hommes de l'ombre de l'extrême droite, « peu soucieux de l'État de droit, non passés par les urnes ».

- « Une fois élus, rien ne peut, à leurs yeux, les arrêter », prévient B. Delvaux en parlant de Trump, Le Pen et Wilders. Les exemples d'honorables mandataires issus des partis démocratiques (sic) qui manifestent des tendances



au césarisme ne sont pas rares, de Nicolas Sarkozy naguère à Recep Tayyip Erdogan actuellement. Sans parler des chefs d'exécutif jamais élus, comme Mario Monti, un consultant de la banque Goldman Sachs qui dirigea l'Italie de 2011 à 2013, pour ramener le peuple dans les crous.

- « Lorsque les populistes sont au pouvoir, la démocratie change de nature et la majorité devient un totalitarisme de droit populaire ». Pas besoin d'attendre les populistes pour que la démocratie « change de nature ». Cela fait longtemps qu'elle a changé de nature pour devenir ce que Raffaele Simone appelle une démocratie de basse intensité, où l'abstentionnisme électoral élevé amène la minorité à désigner la majorité⁽³⁾. Et cela n'est pas contradictoire avec la tyrannie de la majorité, un fait social total déjà relaté par Tocqueville en 1835 dans *De la démocratie en Amérique*.

Tout bien réfléchi, la prose de Béatrice Delvaux fait penser à un acte manqué. Une bonne partie de ce qu'elle reproche prospectivement au populisme (de droite !) caractérise en fait le système existant qu'elle défend bec et ongles à longueur d'éditoriaux. Il lui aurait suffi de changer juste deux ou trois termes par d'autres pour que tout s'éclaire. Qu'à cela ne tienne, nous sommes là pour l'y aider !

Enfin, une précision, car on ne sait jamais : à *Kairos* nous détestons l'extrême droite et ne voulons pas la voir arriver au pouvoir. Mais il n'y a pas de raison de s'accrocher, avec enthousiasme ou avec l'énergie du désespoir, à « notre » démocratie libérale de marché, entrée dans sa phase terminale. L'équation est pourtant simple : ni MacWorld, ni djihad, ni néo-fascisme. C'est à la fois simple à constater et très compliqué à mettre en œuvre.

Bernard Legros

- (1) Sans d'ailleurs préciser si ce populisme est de droite ou de gauche. Pour une analyse du phénomène populiste, nous renvoyons au n° 81 de *Bruxelles Laïque Échos*, « Qui mène le ballet populiste ? ».
- (2) Film de Lucas Belvaux (2017).
- (3) Raffaele Simone, *Si la démocratie fait faillite*, Gallimard, 2015, p.215.

Il fallait évidemment lire dans l'article « Terrible Occident » (*Kairos* spécial 3) : « *Al-Qaïda découle du soutien américain aux Moudjahidins dans la lutte contre le communisme* », et non pas «...le terrorisme ». Les combats impérialistes variant leur ennemi en fonction des

intérêts permettant de perpétuer leur domination, l'un remplaçant l'autre, on y vient soi-même à s'emmêler les pinceaux entre leurs vrais ennemis, leurs faux amis, leurs vrais faux-amis, etc.

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin, septembre, novembre, février + un n° spécial à parution aléatoire / ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLES

Tirage : cet exemplaire a été tiré à 2 000 exemplaires

Routage : Cambier

Éditeur responsable
ASBL Kairos / Alexandre Penasse
rue Fernand Bernier, 15,
1060 Saint-Gilles, Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be

T. (00 32) 2/660 61 09
M. (00 32) 485/057 744

Rédacteur en chef
Alexandre Penasse

Graphisme
Studio Noir & Clair

Stagiaire
Sébastien Gillard

Gestion des abonnés
Sandy De Wilde

Relecteurs
Janine, Marie-Paule, Nadia, Marie-Claire, Alain



Notre publication bénéficie de l'aide à la presse périodique de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs / Rédacteurs
Paul Lannoye, Raphaël Stevens, Bernard Legros (B.L.), Pablo Servigne, Jean-Pierre Léon Collignon, Gwenaël Breës, Alain Adriaens (A.A.), Robin Delobel

Ont contribué à ce numéro
Michel Weber, Ludovic Peters, Philippe Godard, collectif Brandwashing, Alain Deneault, Emeline De Bouver, Maxime Decoster (M.D.)

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Illustrations
Aurélie Deschamps – Couverture
Benjamin Tejero, Coline Sauvand, Sylwia szkiladz, Gabrielle Iacombe, Sara greselle, Marion Sellenet, Léonore Frenois, Aurélie Garnier, Louise Hendrickx, Amélie Fenain, Lucifer Evrard, Victorien Ezard, Olivier Spinewine, Elisa Sartori, Christophe Nottet

CHANTER ET DÉCHANTER AVEC RENAUD

Il y a un an, le chanteur Renaud réapparaissait publiquement après une longue absence, se rappelant à la mémoire de ses anciens fans dont ceux qui, comme moi, ont forgé un peu de leur culture politique et de leur esprit critique en sa compagnie.

Mine de rien, ce gaillard joua un rôle fondateur dans ma vie et eut plus d'influence que tous mes profs réunis. C'est avec ses poèmes de bistrot que j'appris quasi à parler, avec son auto-dérision et ses jeux de mots à deux balles que j'eus mes premiers rires d'adulte. C'est en partie grâce à ses vers que se distilla dans mon jeune cerveau un certain goût pour la liberté et la justice sociale. C'est à travers ses révoltes que j'appris ce que signifiaient l'exploitation et l'oppression. Par ses récits que j'approchais pour la première fois certains univers sociaux tels ceux des banlieues, du Nord industriel et de tous ceux, petits bandits, rebelles, écorchés vifs, dont il dressait le portrait avec inspiration et malice...

Au-delà de ses textes et de son image irrévérrencieuse, j'éprouve beaucoup d'affection pour ce bonhomme qui s'est dévoilé timide, maladroit, pétri de contradictions mais toujours sincère. L'ayant un peu fréquenté (entre 1986 et 1992, je publiais alors, avec sa complicité, un fanzine le concernant), je me rappelle quelqu'un d'éminemment gentil, généreux, au regard pétillant. Il fut celui à travers qui je découvris que l'être humain ne se résume pas à sa force de caractère et à sa cohérence politique, que les faiblesses et les paradoxes font partie de la vie... Une importante leçon, qui me poussa toutefois à écouter de moins en moins ses nouvelles chansons : je craignais trop de ne plus y retrouver la saveur littéraire ni l'inspiration sociale et politique des débuts, voire pire, de finir par trouver des similitudes entre le chanteur et son « beauf », et d'ainsi prendre dans la figure une de ces claques qui vous font vous sentir vieux.

Mais, à l'instar d'un parent ou d'un ami proche, ce qu'il devient continue de m'affecter. Et même si c'est irrationnel, quand je le sais aller mal, quelque chose en moi est ébranlé.

J'ai commencé à ressentir un vrai malaise en apprenant que celui avec qui je partageais un salutaire mépris pour « ces gauchos devenus des patrons bien gros », cautionnait le *Charlie Hebdo* de son nouvel ami Philippe Val, le patron qui avait transformé le journal « *bête et méchant* » en vulgaire entreprise capitaliste, n'hésitant pas à en voler le titre à Cavanna et Choron puis à en virer Siné.

Mais un nouveau cap dans mon désenchantement fut franchi avec la sortie de son dernier disque, lorsqu'il s'avéra que ses principaux sujets d'inspiration étaient devenus son propre état de santé, ses règlements de comptes de vedette vis-à-vis de la presse et des paparazzis (ce qui ne l'empêchait guère de faire le tour des plateaux télé), ou encore une vision principalement émotionnelle des attentats de Paris l'amenant à ressentir « *une rancœur particulière contre l'islam* », à dénoncer la barbarie des terroristes sans questionner l'usage de ce terme ni le contexte social et politique. Des mots et un état d'esprit paraissant fort éloignés de l'approche à la fois sensible et sociologique dont témoignait la même plume en 1983 pour dépeindre la « *Deuxième génération* », avec notamment ce refrain : « *J'ai rien à gagner, rien à perdre / Même pas la vie / J'aime que la mort dans cette vie d'merde / J'aime c'qu'est cassé / J'aime c'qu'est détruit / J'aime surtout tout c'qui vous fait peur / La douleur et la nuit...* »



Illustration : Benjamin Tejero

Comme une tragédie n'arrive jamais seule, je découvrais que celui qui s'est si souvent proclamé anarchiste, bien qu'il ait soutenu un candidat à quasi chaque élection présidentielle depuis 1981, celui qui a joliment vilipendé Margaret Thatcher, qualifiait désormais l'ultra-réac François Fillon de « *mec bien, honnête* », se disant prêt à lui donner sa voix en cas de second tour face à Marine Le Pen (à défaut d'une candidature de Nicolas Hulot, cet « *homme providentiel* »)... Avant de se rétracter, déclarant qu'il s'abstiendrait dans un tel scénario... puis de signer un appel à « *faire barrage* » au Front National... et enfin - après avoir dit qu'il ne soutiendrait « *plus jamais* » le Parti Socialiste converti à l'économie de marché -, d'annoncer qu'il voterait pour Emmanuel Macron, l'ancien banquier d'affaires ayant inspiré les politiques libérales du quinquennat Hollande, devenu aux yeux de Renaud « *le seul qui [lui] paraît intègre, le seul sans parti, le seul sans casserole au cul* » ! Et tout ça, alors que personne ne lui demandait de consigne de vote et que beaucoup auraient préféré ne rien entendre...

Pire : le chanteur épris de justice n'hésitait plus à renier ses propres convictions. Celles sur la Palestine, au motif que des âmes perdues ont semé la mort dans un supermarché casher. Ou celles sur la police, sous prétexte que : « *J'ai un peu évolué et les flics aussi. Ils ont changé. Aujourd'hui, ils sont jeunes. Ils sont fraternels avec moi. Ils essayent de réprimer les émeutes que les crétins anti-aéroport de Notre-Dame-des-Landes propagent pour lancer des cailloux sur les pauvres CRS et les flics. J'ai changé. J'aime bien les flics. Ils sont là pour nous protéger, pour faire régner un semblant d'ordre publicain, démocratique.* »

Mazette ! Était-ce vraiment l'auteur des paroles de « *Société tu m'auras pas* », « *Hexagone* » et « *Où c'est qu'il a mis mon flingue ?* », cet émule de Brassens, qui chantait à présent « *J'ai embrassé un flic* », semblant tellement à côté de ses pompes qu'il ne ressentait pas la gêne d'en faire un clip au moment même où l'état d'urgence servait à couvrir les pires mesures sécuritaires et où la police française tabassait quotidiennement les manifestants contre la Loi Travail ? Sa rage et sa verve avaient-elles disparu ? Quelle puissance surnaturelle avait-elle transformé ce « *militant du parti des oiseaux, des baleines,*

des enfants, de la terre et de l'eau » en contempteur des « *crétins anti-aéroport de Notre-Dame-des-Landes* » ? Par quel sale tour de la vie, ce militant pour la libération de la Palestine occupée avait-il fini par trouver qu'« *Israël est la plus belle démocratie du monde* » ?

Moi qui m'étais reconnu, jeune adolescent, dans les mots de Frédéric Dard déclarant à Renaud qu'il avait « *pour amis tous les jeunes de la terre, les vrais, ceux qui ne deviendront jamais vieux* », j'étais consterné. Triste. En colère. Mon enfance en avait pris un coup dans l'aile.

La fortune, la célébrité et l'abus de pastis pouvaient-ils tout expliquer ? Fallait-il s'être assoupi dans le formol, avoir succombé au désespoir, perdu toute lucidité politique ou tout contact avec certaines réalités sociales, pour préférer pareilles inepties ?

Je voulais tremper ma plume dans le vitriol pour lui décocher un texte féroce comme il a contribué à me les faire aimer. Féroce, mais tendre. Nous sommes nombreux à ressentir respect et gratitude pour l'héritage qu'il nous a légué. Alors, malgré ses aspects dérisoires et pathétiques, Renaud ne mérite ni mon indifférence ni mon mépris.

J'aimerais juste signaler à ce gringalet d'habitude humble et pudique qu'il est présomptueux de se comparer à un phénix renaissant de ses cendres, et qu'à l'instar de sa voix cavernueuse, il ressemble aujourd'hui davantage à un Hibernatus en voie de décongélation. Je voudrais l'alerter du danger de ne s'entourer que de gens qui, à trop le ménager, font preuve de complaisance malsaine. Le secouer pour qu'il cesse de se bousiller, de trahir ce qu'il a été, de nous ôter l'envie d'écouter ses anciennes chansons sans tomber en larmes. Lui ouvrir les yeux sur la sinistre leçon de vie qu'il nous offre pour l'instant : celle qui nous raconte que l'intégrité est un vain mot et qu'en vieillissant on devient con. J'aimerais le prendre dans les bras. Lui dire merci. Et merde au pognon, à la gloire et à la dépression.

Gwenaël Breës

Retrouvez la version longue de cet article sur notre site www.kairospresse.be

VIVRE AVEC LES ROBOTS ?

Nous sommes entrés dans l'ère des robots. C'est en tout cas le message qui nous est abondamment servi par les médias : un message qui nous invite à nous réjouir des multiples services qui vont rendre indispensables à notre bonheur ces nouveaux compagnons aussi dociles que bienveillants.

Pour faire tomber les éventuelles réticences, les initiatives promotionnelles se sont multipliées depuis quelques mois pour nous familiariser avec ces étranges créatures d'apparence vivante que sont les robots. La start-up de robotique française Aldebaran, rachetée en 2015 par les Japonais de SoftBank, a mis au point son premier robot humanoïde NAO, présenté comme un compagnon idéal, attachant, interactif et personnalisable. À ce jour, Aldebaran se targue d'avoir vendu 9000 NAO dans le monde au cours d'une aventure commerciale qui a démarré en 2006. NAO assure notamment des services de réception et de conciergerie dans les hôtels ; il accueille les clients et leur donne des informations en plusieurs langues.

En Vendée, dans un centre spécialisé de l'association Autistes sans frontières, NAO noue des relations particulières avec les enfants et, selon ses concepteurs, réussit à les apaiser et à améliorer les contacts avec les adultes.

Mais Aldebaran propose aussi ROMEO et PEPPER, autres robots humanoïdes, plus jeunes et tout aussi sympathiques. ROMEO a été conçu pour l'assistance aux personnes âgées ou en perte d'autonomie. Sa taille (1m10) a été pensée pour qu'il puisse ouvrir une porte, monter un escalier ou encore attraper des objets sur une table. Quant à PEPPER, destiné prioritairement aux entreprises, il a pour tâche d'accueillir les clients, de les accompagner et de les orienter selon leurs demandes ou leurs envies. PEPPER est chargé en outre de divertir les clients et de les informer « pour optimiser la performance de la force de vente ».

Si vous avez des doutes sur les capacités de PEPPER, sachez que la SNCF l'a choisi pour accueillir, piloter et divertir les voyageurs dans 3 gares des pays de Loire (Nort-sur-Erdre, Les Sables d'Olonne et Saumur). C'est une première mondiale dans le secteur des transports qui fait la fierté du rail français. Et ce n'est pas tout. PEPPER est également présent en Europe dans des hypermarchés Carrefour où il divertit les clients en proposant des animations ludiques pour ceux qui ont conservé leur âme d'enfant. Accessoirement, il apprécie aussi le niveau de satisfaction des clients en sortie de magasin en leur posant une série de questions...

Très récemment, le nouveau robot semi-humoïde LEENBY de la start-up Cybedroid a été présenté à la Cité des Sciences de Paris. LEENBY a été pensé pour évoluer au sein des hôpitaux, des instituts médicalisés ainsi que dans le milieu familial. À remarquer que LEENBY mesure 1m40 pour seulement 30kg et 20 degrés de liberté. Il peut fonctionner de manière autonome pendant 8 heures. Ses nombreux capteurs lui permettent des activités très variées : gestion d'agenda, recherche d'informations en ligne, réception et lecture d'e-mails, détection de gaz et de fumées... Il peut aussi

être photographe, réceptionniste, smartbot (autrement dit robot intelligent), surveillant, télécommandé. Il peut communiquer par réseau via Bluetooth 4.0 ou par le biais d'une puce 3G/4G. LEENBY a manifestement conquis François Hollande puisque, sans doute ébloui par cette nouvelle avancée progressiste, le futur ex-président français a posé fièrement à ses côtés pour la postérité (Voir *La Libre* du 30 mars 2017).

Il peut difficilement échapper à tout observateur moyennement attentif que les tâches accomplies par NAO, ROMEO, PEPPER et LEENBY sont aujourd'hui encore accomplies par des femmes ou

est le porte-drapeau de la « robolution » en marche. Une « robolution » présentée comme inéluctable qui va nous mettre nous, pauvres humains, en compétition avec les robots.

Nous sommes appelés à nous accommoder de cette cohabitation et mieux encore à nous améliorer. C'est le projet des visionnaires des GAFA (Google, Apple, Facebook et Amazon) ; ils nous invitent à changer de statut et d'identité si nous ne voulons pas être dépassés par l'intelligence artificielle. C'est notamment le propos d'Elon Musk qui imagine installer dans le cerveau humain un appareil électronique connecté avec comme objectif d'améliorer notre mémoire et d'interagir directement avec des appareils électroniques. Il vient de fonder une nouvelle entreprise dans ce but baptisée Neuralink (*Sciences et Avenir* du 28/03/2017). Il répond ainsi aux vœux de Larry Page, co-fondateur de Google pour qui « le cerveau humain est un ordinateur obsolète qui a besoin d'un processus plus rapide et d'une mémoire plus étendue ». Un homme nouveau, hybride homme-machine devrait ainsi advenir, selon la vision transhumaniste qui nous est proposée. Sommes-nous prêts à accepter un tel scénario ?

J'ose croire que la réponse largement majoritaire est non. Par contre, nous risquons bien d'être victimes du syndrome de la grenouille plongée dans l'eau tiède dont la température croît lentement mais sûrement. Quand l'eau commence à bouillir, la grenouille n'est plus capable d'échapper à la mort. Plongés dans la « robolution » tiède aujourd'hui mais de plus en plus chaude au fil des prochaines années, nous sommes confrontés à la nécessité d'une réaction rapide sous peine de devoir subir l'inacceptable à terme. Ce n'est pas ce que nous propose le parlement européen. Lors de la session de février 2017, les députés se sont prononcés pour l'adoption d'un cadre juridique européen pour la robotique et pour qu'à terme un statut juridique spécial soit accordé aux robots ! Cette prise de position signifie une adhésion « réaliste » à une société qui instaure la confusion entre l'homme et la machine.

La proposition émise par certains politiques de taxer le travail des robots se veut critique et socialement protectrice. Elle n'est en réalité qu'un faux semblant dérisoire. L'heure est à la prise de conscience de la catastrophe anthropologique en cours ; il s'agit d'organiser la résistance et de s'opposer aux apprentis sorciers d'une techno-science inhumaine et ivre de sa puissance.

Paul Lannoye

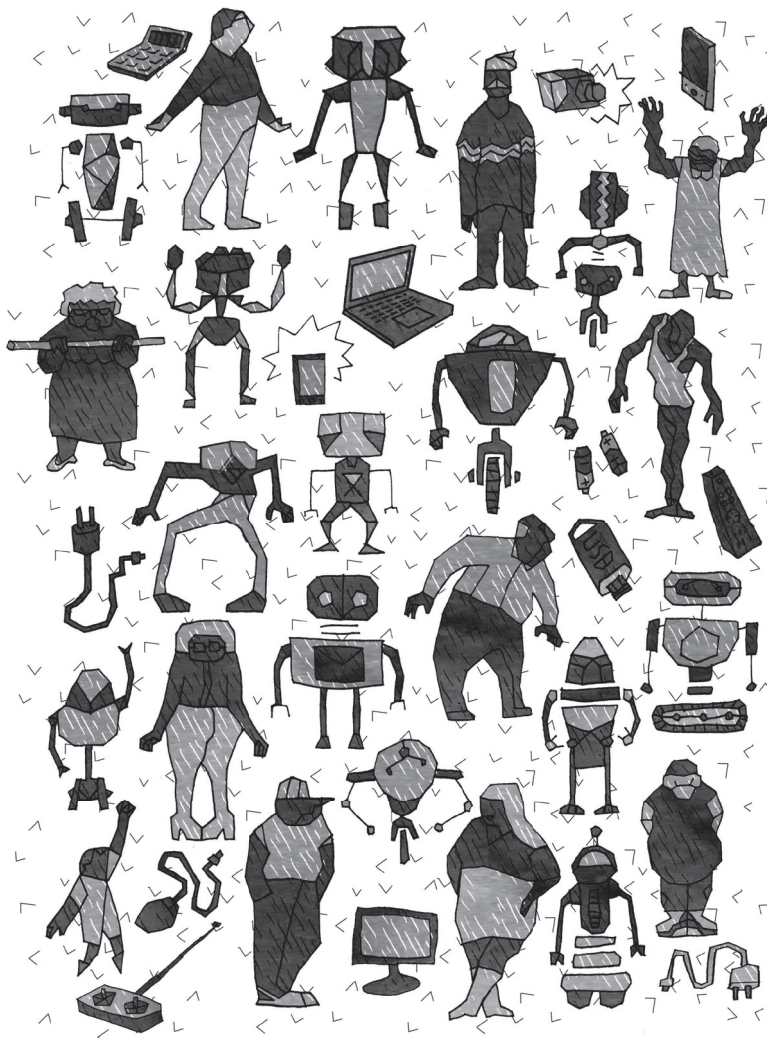


Illustration: Coline Sauvand

des hommes. À la différence des humains, les robots ont des atouts manifestes : ils sont d'humeur égale, ne revendiquent pas, ne sont jamais fatigués ni malades, sont d'une totale docilité. En outre, ils ne prennent pas de vacances et ne dorment jamais. Grâce au développement des sciences cognitives, ils sont de plus en plus « intelligents » et capables de décider à notre place.

Deep Knowledge Ventures (DKV) est une société de Hong Kong spécialisée dans le capital-risque pour les secteurs de la santé. Le 13 mai 2015, les employés de l'entreprise, convoqués par la direction ont découvert l'identité du nouveau membre du Conseil d'administration. Il s'appelle VITAL et a des compétences inégalées en matière d'analyse stratégique : il peut en un temps record compiler et analyser les données utiles à l'entreprise. VITAL est un robot, doté d'une intelligence artificielle ; il

L'INDUSTRIE CHIMIQUE MENACE MAZY



Illustration: Sylwia Szkladcz

Il ne devrait pas être nécessaire de discuter très longuement de l'intention d'une mystérieuse SPRL (Recumas pour ne pas la nommer) d'implanter une usine chimique au cœur d'un petit village de province (Mazy, dans le namurois). Le sens commun, que l'on nomme également « bon sens » et qui est politiquement fondateur, nous indique en effet immédiatement l'absurdité totale d'un tel projet. Malheureusement, le sens commun s'est effacé derrière la rationalité de la techno-science et le politique tend à s'en remettre aux experts, détruisant par là même les conditions de possibilité de son exercice ; il n'est donc pas possible d'échapper aux arguments contradictoires.

Projeter l'implantation d'une usine de recyclage de plastiques au cœur d'un village semble inédit en Belgique, pays pourtant reconnu pour son surréalisme et l'attractivité de ses zonings industriels. La liste des inquiétudes des villageois est en conséquence fort longue ; elle recoupe vraisemblablement celle que les pompiers ne manqueront pas d'établir dès qu'on leur en donnera l'occasion (pourquoi procrastiner ?)

Premièrement, le village de Mazy est à vocation résidentielle. On voit mal comment le cadre de vie des villageois, et moins encore leur qualité de vie, serait respecté par une telle implantation. De plus, le site convoité est contigu à une zone Natura 2000, traversé par un aqueduc, et situé dans le voisinage immédiat de deux écoles primaires. Sa localisation est d'accès difficile et sa voirie actuelle n'est pas du tout adaptée au passage du charroi évoqué par le maître d'œuvre (qui supportera les frais afférant à la rénovation de la voirie ?). Il se situe au fond d'un vallon encaissé que surplombe la rue de Marsannay. À cet égard on peut se poser, entre autres, la question de la hauteur des cheminées qui seront érigées : sera-t-elle déterminée par le relief immédiat, ce qui pourrait les amener au niveau des habitations de la rue de Marsannay ? Ou sera-t-elle déterminée par l'existence de ces habitations, auquel cas on peut se demander si c'est urbanistiquement possible. Personne ne doute bien sûr de l'innocuité des rejets systématiques, mais quid des rejets accidentels ? Tout système sous pression opère avec des valves de surpression et généralement avec des vases d'expansion... qui sont eux aussi munis des mêmes valves. Et il est difficile d'avancer

l'idée qu'une explosion est préférable à un rejet limité. (C'est du reste l'argument écologique qui commande également la gestion quotidienne de l'électronucléaire.) Quelles sont les normes ? Comment garantir leur respect ? Comment sanctionner les infractions ?

Deuxièmement, le promoteur nous parle d'une technique innovante - la pyrolyse - et de la nature très limitée des nuisances. Les ingénieurs ont-ils oublié ce qu'ils appellent eux-mêmes la « *courbe en baignoire* » ? La probabilité d'incidents est d'autant plus grande que la technologie est neuve et que l'installation est récente. Cette question est du reste cruciale lorsqu'il s'agit d'usines automatisées : qui parle encore d'embaucher un personnel qualifié et expérimenté pour piloter les processus techniques ? Ensuite, qui dit production, manutention et stockage d'hydrocarbures, dit risques de pollution de l'air, du sol, des rivières et, plus particulièrement, risques d'incendie voire d'explosion. Le site d'exploitation, situé au milieu du village, n'est pas pour autant facile d'accès. Quand est-ce que le rapport des pompiers, qui seraient directement impliqués par la stabilisation et la sécurisation d'un incident, sera rendu public ?

Troisièmement, le promoteur se présente comme étant Recumas SPRL, sise 9 rue de l'usine à Mazy. Or la Recumas SPRL n'existe pas. Un numéro d'entreprise a été donné oralement (0418.071.879) et la société portant ce numéro est Carrosserie V.V. SPRL. Ni Recumas, ni Carrosserie V.V. ne sont sises 9 rue de l'usine à Mazy : aucun siège social, ni aucun siège d'exploitation n'existent à cette adresse. De plus, l'objet social de cette SPRL est inchangé depuis 1977 ; il est limité à la réparation de véhicules et à la vente de véhicules d'occasion. À bien y regarder, Carrosserie V.V. est une coquille vide, au point d'avoir été radiée d'office de la BCE suite à l'absence de dépôt de comptes annuels... depuis 2002. Cette radiation a finalement été retirée suite au dépôt, fin février 2016, des comptes annuels 2013, 2014 et 2015 dont le contenu confirme par lui-même l'absence totale d'activité de la société. Ce dépôt inopiné a été fait dans le seul but de revendre le numéro de TVA de la société au promoteur. Bien que cette technique ne soit pas illégale au sens strict, elle n'est cependant pas la voie préconisée par le code des sociétés pour entamer une nouvelle

activité. Elle permet au repreneur d'échapper à plusieurs règles imposées lors de la constitution d'une nouvelle société, règles conçues pour protéger les droits des tiers. Ainsi, le repreneur échappe à l'obligation d'établir un plan financier et à la responsabilité des fondateurs, et il récupère un capital social qui n'existe plus que sur papier. Dans le cas qui nous occupe, ce capital social s'élève à 6.200 €, ce qui est en plus inférieur au minimum légal. Du reste, les pertes fiscales de cette SPRL la font tomber sous le coup de l'art. 332 du Code des sociétés pouvant mener à sa dissolution éventuelle. En somme, quelles garanties avons-nous que le promoteur accorde plus de respect à ses obligations environnementales et de santé qu'aux manquements qui précèdent ? Cerise (E122) sur le gâteau, cette usine serait uniquement conçue pour servir de test, ce qui pourrait signifier qu'elle sera démantelée ou abandonnée quand elle aura fait son office et que les subsides de la Région auront été dûment perçus. Que deviendra alors le site ? Sommes-nous face à la création programmée d'un nouveau chancro urbain pollué ? Plus fondamentalement, puisque les personnes qui se sont présentées comme responsables du projet ne sont manifestement ni les concepteurs, experts en industrie chimique, ni des investisseurs privés, ne serait-il pas indiqué de savoir au nom de qui ils parlent ?

En conclusion, si le plan de secteur est respecté pour le terrain en question, cela ne voudrait-il simplement pas dire que ce plan de secteur est obsolète ? Le retour du sens commun en politique constituerait un signal citoyen fort à quelques mois de la prochaine échéance électorale. Il est temps que chacun prenne ses responsabilités ou, tout ébaudi, s'en découvre de nouvelles.

Michel Weber et Ludovic Peters⁽¹⁾

(1) Auteurs de « Quel avenir pour la Belgique fédérale ? », *Kairos* 13, avril/mai 2014, p. 17.

QUESTIONS D'EFFONDREMENT

CONVERSATION AVEC PHILIPPE GODARD ET BERNARD LEGROS

Bernard Legros, est enseignant, essayiste, membre-fondateur du Mouvement politique des objecteurs de croissance, et intéressé par la collapsologie, entre autres. Philippe Godard est l'auteur de plusieurs essais politiques et de livres documentaires pour la jeunesse, il est également enseignant pour de futurs travailleurs sociaux. Discussion croisée.

Kairos : L'état écologique de notre planète est désastreux. Êtes-vous d'accord là-dessus ?

Ph. G. : Là, je pense que nous sommes d'accord, pour en avoir déjà discuté.

La caractéristique de l'effondrement de sociétés anciennes était une forme d'aveuglement face à la catastrophe à venir. Y a-t-il un lien avec la situation actuelle ? Les agents sociaux sont-ils aveugles parce qu'ils ne voient pas ou parce qu'ils ne veulent pas voir ?

B. L. : La grande différence, c'est que jadis les médias de masse n'existaient pas. Actuellement, peu d'individus veulent (sa)voir, les autres pratiquent le scepticisme, le déni ou la dissonance cognitive. La conscience d'un état peut certes naître d'un *insight*, une illumination soudaine, mais c'est rare. Généralement, les agents auraient besoin de se pencher sur la question pour y voir clair, et c'est là que le bât blesse : certains ne veulent pas s'y intéresser parce que ça les angoisse ; une foule d'autres, prisonniers de leur quotidien, ne parviennent pas à dégager le temps nécessaire pour lire des sources alternatives dans des essais, la presse indépendante ou sur le Web.

Ph. G. : Ce n'est pas tant la question de vouloir ou pouvoir que de savoir à partir de quel moment une société entre en déclin et ne produit plus les instruments qui permettraient de la critiquer pour la changer, ce qui fut le cas des anciennes sociétés. Chez les Mayas, les paysans ont été progressivement privés des terres productives au bénéfice de constructions de prestige par et pour les dirigeants. Le peuple ne l'a pas vu parce que sa puissance venait de la ville, et cette puissance allait justement le détruire. Mais revenons aux médias alternatifs. Certes, ils existent, mais les médias dominants qui désinforment parlent beaucoup plus fort ! D'autre part, une propagande, d'où qu'elle vienne, peut-elle être émancipatrice ? La question est de savoir si aujourd'hui les individus ont tous les moyens (intellectuels, psychologiques, politiques, économiques) de comprendre la situation dans laquelle ils se trouvent. Or, je prétends qu'ils ne les ont pas, notamment à cause du poids de l'économie.

Alors que la population n'a jamais été aussi informée, les médias participent paradoxalement à l'effondrement. Il ne faut rien attendre de la classe possédante, qui n'a pas intérêt à dévoiler la réalité puisqu'elle perdrait ses privilèges.

Ph. G. : Oui. Cela a été théorisé entre autres par Durkheim qui disait qu'il fallait éduquer les gens à s'intégrer dans la société telle qu'elle est. Aujourd'hui, c'est pareil, mais l'échelle est devenue globale.

Ceux qui ont les moyens de changer la société ne le veulent pas...

Ph. G. : ... ou ne le comprennent pas, ou n'y arrivent pas à cause de mauvaises solutions. Par exemple, à la fin de l'empire, les Romains n'avaient pas compris que les Francs maîtrisaient mieux la sidérurgie qu'eux, possédaient de meilleures armes.

B. L. : Comme nous ne sommes pas invités aux sauteries du groupe Bilderberg ou de la Trilatérale, il est difficile de saisir exactement quel est le « degré de conscience » des oligarques. Ils doivent bien se rendre compte, j'imagine, qu'ils sont bloqués sur la même planète que celle où vit le bas peuple qu'ils méprisent et que, de toute manière, ça va mal tourner pour eux aussi. Ils pensent se mettre provisoirement à l'abri, par exemple en achetant d'immenses domaines en Nouvelle-Zélande ou en construisant des îles artificielles. Mais comme le disent Pablo Servigne et Raphaël Stevens, ils tomberont d'autant plus haut qu'ils ont atteint des niveaux élevés d'opulence. Certains croient qu'ils pourront s'enfuir à temps sur une exoplanète ou dans des colonies spatiales, mais avec quelle technique, quelle énergie ? Ils n'y arriveront pas. Ils sont engagés dans une danse macabre qui les verra mourir eux aussi, mais peut-être se consoleront-ils d'avoir fait mourir la plèbe avant eux. Freud parlait de la pulsion de mort, ce *Thanatos* qui guiderait leur action. Mais ce n'est qu'une supposition...

Alors, quel est l'équilibre à trouver entre la peur de l'effondrement, qui est démobilisatrice, et celle de l'action ?

Ph. G. : Parlons de dialectique plutôt que d'équilibre. Ce qu'il faut travailler à faire mourir, c'est le système, pas les individus qui le composent. Il y a huit ans, j'avais co-écrit un « *Manifeste pour une désobéissance générale. Ne sauvons pas le système qui nous broie* ». Individuellement, on peut avoir peur pour soi-même, ce que l'économie suscite. Mais à l'échelle collective, on peut travailler à la disparition d'un système sans pour autant endurer d'énormes pertes humaines, comme dans le cas de la chute de l'empire romain. La population a continué à vivre, donc pourquoi aurions-nous peur ?

La collapsologie ne paralyserait-elle pas les individus dans leur volonté de changer le système ?

Ph. G. : Absolument ! Il ne faut pas craindre l'effondrement ni en avoir une vision dantesque, mais plutôt dialectique. Le système doit s'effondrer pour notre libération.

B. L. : Attention, cette vision dialectique est aujourd'hui mise à mal par des conditions historiques inédites. Pour le dire d'une manière simple, à l'époque des Romains il n'y avait pas sur Terre 441 réacteurs

nucléaires en activité, sans compter les milliers d'ogives ! L'effondrement pourrait être total suite à une guerre nucléaire qui occasionnerait des centaines de millions de morts directes et indirectes, et donc une disparition, si pas de l'humanité, du moins de la civilisation. La dialectique se heurte également à l'irréversibilité de certaines destructions écologiques. Quant à la peur, elle peut être bonne conseillère, ce que soutenait Günther Anders qui voyait même un devoir moral de la faire naître chez ses concitoyens. Cette « peur écologique », reprise plus tard par Hans Jonas dans *Le principe de responsabilité*, serait salvatrice, contrairement à la confiance aveugle dans le prétendu génie humain. C'est l'absence de peur qui nous mènera à la catastrophe.

Ph. G. : Je partage entièrement ces remarques sur la capacité de destruction de l'énergie nucléaire. On peut ensuite discuter de la capacité des autorités à la gérer, qui poussent les réacteurs à soixante ans mais en construisent très peu de nouveaux. La question des armes est très préoccupante... Je préfère parler de l'espoir d'en finir avec un système qui justement génère de la peur. Ce que n'ont pas vu Anders et Arendt lorsqu'ils disent que le monde doit se protéger des nouvelles générations, c'est qu'un enfant qui naît doit faire alliance avec l'univers. C'est une idée juste venant de l'écologie. Au lieu d'avoir peur des nouveaux venus, nous devrions les accueillir et prendre en compte la manière dont ils fonctionnent, plutôt que de leur instiller de la peur et de les aliéner par les médias et l'école. Petit à petit, on peut espérer faire pencher la balance du côté de l'espoir. La tâche est immense, certes, mais la peur est-elle un bon moyen pour forcer les gens à réfléchir ? Je ne le crois pas. Il faut obligatoirement qu'il y ait de l'espoir. Même s'ils ont écrit des choses passionnantes, Anders et Debord scient tout espoir à la base, ils sont désespérants.

B. L. : Je souhaiterais qu'il y ait un espoir probable et le mêler dialectiquement à la peur. Toutefois, il est possible de se battre sans espoir. Cette position philosophique dit que la révolte est un impératif et qu'il faut nous préparer à mourir dignement, éventuellement sans avoir vaincu l'ennemi. Que le système génère de la peur, c'est partiellement vrai, car il génère tout autant de la rassurance ! Les médias commencent à reconnaître la problématique du pic des énergies fossiles tout en clamant que l'humanité peut encore compter sur cinquante-trois années d'abondance pétrolière. La propagande fait tout pour endormir une méfiance qui pourrait pointer chez les électeurs-consommateurs, en disant : « Vaquez tranquillement, les élites politiques, économiques, technocratiques et militaires veillent, nous passerons le cap des périls ». Prendre en considération la manière dont fonctionnent les jeunes générations, c'est reconnaître que leur sensibilité et leur entendement sont presque totalement pris en charge par les technologies de l'information et de la communication (TIC). On demande maintenant

aux aînés de s'adapter aux puînés, avec tout l'effort, voire l'humiliation que ça peut représenter, par exemple laisser tomber notre culture du livre, que l'on dit rancie, pour plonger dans les délices numériques avec la génération Y. Ce basculement récent est en train d'effacer des siècles d'humanisme. En 2017, la proposition de Philippe est donc beaucoup plus difficile à tenir...

Ph. G. : Revenons à la question de mourir digne. On peut tenir ces propos à des adultes, mais pas à des adolescents. Quitte à mourir, changeons de smartphone tous les ans, se diront-ils. Quant à savoir comment prendre en compte les TIC, reconnaissons que le développement d'Internet a eu au moins un effet positif, celui de saper la confiance dans les médias traditionnels. Pour preuve, les jeunes adorent Youtube, qui génère un contre-pouvoir, même si ça tombe souvent dans le conspirationnisme. Donc le pouvoir des médias traditionnels s'érode, et tant mieux, même si le premier média regardé reste la télévision.

B. L. : Ces contre-pouvoirs du Web aboutissent, hélas, à une confusion généralisée, puisque les informations sont infinies et non hiérarchisées. Même des individus rationnels peuvent avoir de la peine à se faire une juste image du monde. Le scepticisme, s'il est excessif, est contre-productif, pire encore si on y ajoute l'orgueil de ceux qui prétendent être compétents pour juger de tout par eux-mêmes, cet idéal d'autonomie qui nous a été vendu par la philosophie des Lumières et qui n'a aucune chance d'être remis en cause dans le processus continu d'individualisation que nous connaissons. Alors, comme l'écrit Matthew B. Crawford, « l'individu se retrouve livré à lui-même, sans autre repère que son jugement isolé et les impulsions de sa propre volonté. »

Nos connaissances ont aussi un aspect affectif et sont liées à nos modes de vie. Il y a aussi tous les divertissements qui éloignent des vraies questions.

Ph. G. : Et la question du rapport au futur. Les écologistes, les anarchistes et les taoïstes, entre autres, tissent un lien entre leur propre avenir et celui de la planète, contrairement à tous ceux qui ne se soucient que d'eux-mêmes. Le système a inventé un mécanisme pervers qui est le crédit. Les gens endettés adhèrent au système sans s'en rendre compte, en se projetant dans l'avenir par la consommation. C'est un instrument idéologique caché, pire encore que la médiasphère qui oblige au moins les individus à lire. Or on voit des « écologistes » prendre des crédits, cherchez l'erreur ! S'endetter revient à envisager le futur comme une simple continuation de l'existant. À rejeter !

Que peut-on faire contre le crédit ? Espérer qu'il s'effondre de lui-même. La prochaine crise financière risque d'être cataclysmique.

Ph. G. : Il ne s'agit pas de stigmatiser la masse des gens endettés, mais de se poser la question : comment se fait-il que tous ceux qui veulent changer positivement le monde évoquent trop rarement cette question ? Pour deux raisons. Individuellement, ils ont mis le doigt dans l'engrenage et sont mal à l'aise de le reconnaître. Philosophiquement, ils estiment que c'est une question d'une trop grande complexité. Notre rôle d'intellectuels critiques est d'essayer d'apporter des outils de compréhension.

B. L. : Quand je parle de simplicité volontaire dans mes conférences, des participants, qui de toute évidence sont sous l'emprise de crédits, me demandent « Mais comment devrais-je m'y prendre pour inverser la tendance dans ma vie ? ». Je suis mal à l'aise, car j'ai parfois envie de leur répondre « c'est trop tard, vous avez mis le doigt dans l'engrenage : vous avez des traites à rembourser encore pendant vingt-cinq ans, vos enfants vont entamer des études supérieures, dès lors je ne vois pas comment vous allez pouvoir vous désengager, si ce n'est symboliquement à la marge ». Impossible de leur dire cela !



Illustration : Gabrielle Lacombe

Ph. G. : Bien sûr qu'il ne faut pas dire cela, car c'est très démobilisateur. Encourageons-les plutôt à commencer par là où ils peuvent pour attaquer le système qui les broie : pour certains, ce sera se débarrasser de leurs dettes, pour d'autres, saboter une ligne de production, ou encore tenir une librairie militante.

B. L. : Psychologiquement et matériellement, on est encore loin du compte. Si nous leur suggérons de simplifier leur vie pour retrouver des marges de liberté, posons-leur par exemple la question du nombre de voitures dans leur ménage. S'il y en a trois, parfois quatre, la décision n'est pas de les revendre toutes d'un coup, mais déjà de se défaire d'une d'entre elles. Certains partent de haut !

Nous, les humains n'avons aucun prédateur qui nous mette des limites. Si l'effondrement se concrétise par une baisse drastique de la population et une diminution de la complexité des sociétés, la seule réponse se trouvera dans l'effondrement lui-même, et c'est effrayant.

Ph. G. : D'accord. Mais le problème est que c'est souvent théorisé par des crypto-fascistes qui préconisent de laisser ou faire mourir 90% des effectifs de l'humanité. En situation d'effondrement, l'enjeu est lié à la question des armes, en surproduction, et nous risquons de voir s'installer un scénario à la Mad Max.

Dans les exemples historiques d'effondrement, on voit une constante : les agents n'ont pas été capables de changer leur système de valeurs à temps. Soyons un peu optimistes : n'y a-t-il pas actuellement de plus en plus d'individus qui reconnaissent que leurs valeurs sont erronées ? Dès lors, ne faudrait-il pas essayer de les fédérer autour de cette idée, pour leur apporter une bouffée d'oxygène ? Les médias alternatifs ont un rôle crucial à jouer.

B. L. : Dans votre entourage, si vous soulevez la question de la nocivité de ces contre-valeurs – l'argent, le pouvoir, la consommation, la séduction facile, etc. –, presque tout le monde tombera d'accord avec vous. Mais cela en reste la plupart du temps au niveau des idées, relève du dandysme ou du cynisme : « Je méprise cette société, mais comme elle m'apporte des avantages tangibles, je ne m'y attaque pas. » Il est facile de critiquer le système, il l'est apparemment moins de mettre en œuvre des changements de comportement concrets ou de s'engager politiquement. Orwell parlait de double pensée. Pour moi, le « poison » à éradiquer en premier lieu est l'hyper-individualisme, que l'on retrouve hélas même au sein des collectifs militants. Les néo-activistes ne sont souvent pas prêts à opérer ce que Freud appelait une soustraction de jouissance pour faire avancer le bien commun.

Emmanuel Todd parle de « valeurs faibles » qui mettent tout le monde d'accord en petit comité autour d'un verre, dans le confort privé des salons. Quand il s'agit de les répercuter dans les médias, c'est une autre affaire. D'où mon idée des médias alternatifs, à développer.

Ph. G. : Les idées parviennent quand même à circuler, c'est une bonne chose. Je suis d'accord avec le problème de l'hyper-individualisme, auquel on peut ajouter le travail. L'individu doit être connecté au groupe, qui en retour a besoin d'être individué. Gérard Mendel disait que la vraie valeur réside dans le déconditionnement à l'autorité, toujours imposée de l'extérieur. Dans un collectif, nous ne sommes pas obligés d'être tous d'accord, mais ça ne nous empêche pas d'avancer dans le même sens. Une dialectique entre l'individu et le collectif s'opère. L'éducation est un enjeu fondamental.

B. L. : Je n'ai pas la même vision de l'autorité, qui est acceptable, à trois conditions. Primo, qu'elle soit légitime, par exemple un parent avec son enfant, un

TOUT SAUF MÉLENCHON...

A l'heure où cette page vous tombera sous les yeux, la messe, comme on dit, sera presque dite ; nous saurons bientôt qui sera aux commandes de la République. Il va sans dire - mais c'est mieux en le disant - que l'auteur de ces lignes (à l'heure où elles s'inscrivent sur l'écran de l'ordinateur nous sommes toujours en pleine campagne et elle est loin d'être terminée !) souhaite ardemment que le meilleur l'ait finalement emporté. Entendez, par meilleur, celui qui aura peut-être finalement eu raison de toutes les embuches dressées sur son chemin : Jean-Luc Mélenchon.

Jamais sans doute un candidat à cette élection n'aura eu autant d'obstacles à franchir tout au long d'une campagne âpre et même, par de nombreux côtés, violente. Pour commencer, on aura eu l'occasion de bien voir combien ce candidat était tenu pour indésirable de la part d'une presse dont on sait qu'elle est, en France comme chez nous, aux mains d'une poignée de propriétaires pour lesquels le programme et les ambitions de Mélenchon constituaient, comme pour d'autres dans la sphère de tous les pouvoirs de l'argent, une menace de première grandeur. On a vu comment de grands organes d'information comme *Le Monde*, *Libération*, *L'Obs* et autres magazines, ont ignoré le candidat de la France Insoumise quand ils ne trahissaient pas ses propos par des moyens parfaitement et insidieusement mis au point.

Mais, outre la presse « aux ordres », on a pu aussi constater comment les organes de service public comme la chaîne France 2 entendaient traiter le trublion. Jamais aucun autre candidat n'aura été autant caricaturé, ses mots déformés, ses positions raillées ou mises en parallèle avec ceux de la candidate du Front national. Le tristement célèbre cireur de pompe, David Pujadas et ses complices de plateau, se seront donné un mal de chien dans la tâche qui leur était dévolue (mais par qui?) de tout faire pour discréditer, moquer, abaisser la victime ô combien non consentante du TSM (Tout Sauf Mélenchon) dont on sait quels étaient ses instigateurs. Car, oui, à n'en pas douter et cela dit sans l'ombre d'une quelconque allusion à de fumeux complots, il est patent que le parti dit socialiste, à commencer par le président sortant (bon débarra) et ses plus proches soutiens voyaient en « Méluce » et son mouvement un redoutable adversaire menaçant leur hégémonie. Ajoutons à cela la nauséabonde campagne, orchestrée par une presse plus que jamais unanime, pour la promotion du choucou des sondages, le nommé Emmanuel Macron, dont le portrait de « jeune-premier-gendre-idéal » a figuré des dizaines de fois à la première page des hebdomadaires et autres magazines de l'hexagone.

La fumeuse « *belle alliance populaire* », cette primaire - qui n'était en vérité que celle du PS à laquelle, à bon droit et de manière parfaitement argumentée, Mélenchon refusa de participer - aura vu le petit Benoît Hamon consacré contre toute attente et enfourcher allègrement et sans vergogne aucune la plupart des thèmes défendus jusque-là par le candidat de la France Insoumise. Mais beaucoup des petits camarades du *champion ex-frondeur* ont eu vite fait de lui faire comprendre que son programme et ses ambitions allaient à contre-sens des vœux du locataire de l'Élysée et que cela ne se faisait pas, d'autres, de plus en plus nombreux, ex-premier ministre, députés et cadres du PS, se précipitant chez Macron, toute honte bue, afin de s'assurer - espéraient-ils - de maintenir ou gagner de bonnes petites places dans la future assemblée. Tout cela, en plus d'une campagne peu convaincante voire même catastrophique de la part du candidat socialiste, pendant que la France Insoumise organisait le 18 mars,



Illustration : Sara Greselle

le formidable rassemblement de dizaines de milliers de ses sympathisants place de la Bastille (auquel votre serviteur, enthousiaste, a participé) et que son leader, deux jours après, se démarquait nettement - et avec le talent qu'on lui reconnaît de plus en plus - de ses concurrents, lors du débat sur la chaîne privée TF 1.

Au fil des semaines qui ont suivi ces deux événements, on a eu l'occasion d'observer un bien étrange changement de ton et même un revirement surprenant du chef d'un nombre croissant d'observateurs à l'endroit de Mélenchon passant du statut d'homme à abattre à celui de challenger de plus en plus crédible dans la lutte pour la fonction présidentielle, laquelle, on en était assuré, devait radicalement changer de nature dans l'hypothèse, de plus en plus plausible, d'une victoire du « trublion » par certains côtés - et seulement par certains côtés - assagi au fil de la campagne. Car si Mélenchon a réussi à arrondir certains angles, son mordant, ses petites phrases, ses envolées mêlant l'invective et l'humour grinçant, sans parler d'un programme véritablement original et novateur, n'ont eu de cesse de séduire un nombre grandissant de futurs sympathisants et d'électeurs potentiels. Chacun de ses meeting fait le plein à l'intérieur de salles pleines à craquer autant qu'à l'extérieur de celles-là ; et il faut voir les visages de celles et ceux qui l'écoutent et même bien les regarder : on y voit non pas l'admiration béate pour un sauveur suprême ou un homme providentiel mais, bien plutôt, l'attention enthousiaste

que suscitent les discours de ce tribun hors pair, qui parle aussi bien qu'il pense. Et qui parle, non pas à des *fans* convaincus par avance, mais à des têtes qui attendent d'en savoir plus et d'en partager d'avantage sur tous les aspects de la vie en commun telle que l'imagine leur champion pour le futur le plus souhaitable.

Face à Jean-Luc Mélenchon, quatre adversaires : le Front National de Marine Le Pen, la droite de François Fillon, les restes épars de ce que fut le parti socialiste et celui qui bataille comme il peut - et bien maladroitement - pour se débarrasser de son encombrant et talentueux rival ; lequel, il faut le rappeler, s'en est tenu à sa ligne de conduite qui était de ne transiger sur rien et de refuser toute alliance de circonstance à laquelle on l'invitait avec, tout de même, un certain culot. Et puis, l'ineffable et incolore Emmanuel Macron à qui se sera rallié tout ce que la classe politique française compte comme arrivistes et opportunistes de la dernière heure. Mais, malgré tout cela, au moment où vous finissez de lire cette adresse, se sera-t-il passé des événements surprenants, des coups de théâtre inouïs ?

Et, pour finir, la chronique que vous découvrirez dans les pages du prochain KAIROS pourrait-elle être, celle qui viendra célébrer la formidable et historique victoire ?

Jean-Pierre L. Collignon.

DETTE ODIEUSE DE BEN ALI : LE GOUVERNEMENT BELGE ENTERRE UNE RÉOLUTION DU SÉNAT

À l'issue de la conférence internationale sur l'investissement, qui s'est tenue à Tunis les 29 et 30 novembre derniers, les gouvernements français et belge ont annoncé la conversion d'une partie de leurs créances sur la Tunisie en projets d'investissement, portant respectivement sur des montants d'un milliard et de trois millions d'euros. Pour le CADTM, ces conversions de dette représentent un cadeau empoisonné.

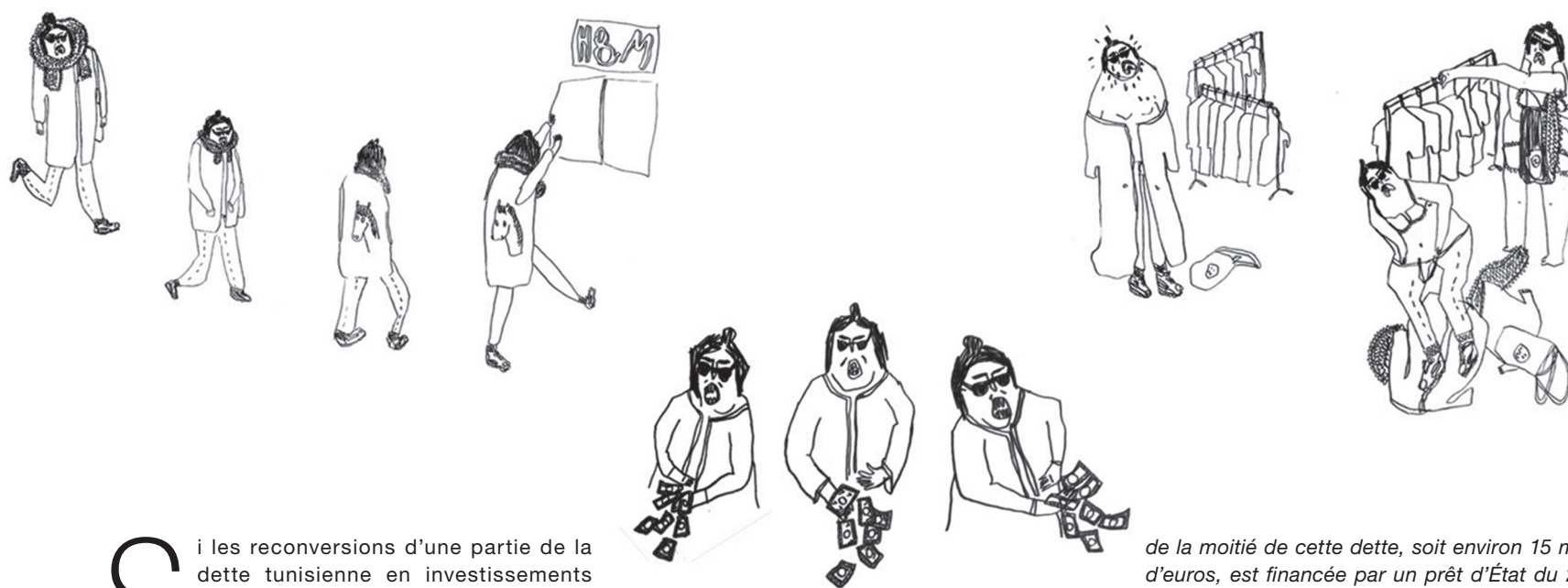


Illustration: Lucie Evvard

Si les reconversions d'une partie de la dette tunisienne en investissements sont décidées selon des critères de profitabilité pour les entreprises françaises et belges et non selon les besoins de la population tunisienne, elles sont surtout assimilables à un blanchiment d'une dette largement odieuse – car amassée sous le régime autoritaire de Ben Ali – qui mériterait d'être purement et simplement annulée. De plus, une coopération entre la Belgique et la Tunisie dans la gestion des flux migratoires a été annoncée en même temps que cette conversion de dette, laissant entendre que ces deux mesures étaient liées.

Le 1^{er} février 2017, lors d'une séance de questions parlementaires, le gouvernement belge, par la voix de son ministre des Finances, Johan Van Overveldt, a précisé certains éléments relatifs à cette conversion de créances. Le gouvernement s'est également prononcé sur la résolution adoptée par le Sénat belge en juillet 2011, qui est restée lettre morte alors qu'elle réclamait un moratoire sur le remboursement des créances belges sur la Tunisie, un audit de ces créances et l'annulation de celles qui seraient jugées odieuses. À cet égard, le positionnement du gouvernement est effarant. Il indique que la résolution du Sénat belge n'a pas été mise en application car « *le Club de Paris* (club des 20 plus gros créanciers) et les institutions financières internationales estiment que la Tunisie est capable de rembourser ses dettes » ; il ajoute en second lieu que les autorités tunisiennes n'en ont pas fait la demande.

Or, c'est bien la reconnaissance du caractère odieux de la dette contractée par Ben Ali qui est intéressante dans cette résolution parlementaire et qui doit légitimement conduire à une annulation des créances sur la Tunisie. Le Club de Paris

est en outre un organe informel et la Belgique n'est nullement tenue de respecter ses orientations. Si les gouvernements tunisiens qui se sont succédés depuis la révolution n'ont pas réclamé de mesures significatives visant à s'attaquer au fardeau de la dette odieuse, ce sont pour les mêmes raisons que celles qui expliquent qu'ils n'ont pas adopté de politiques différentes de celles appliquées par Ben Ali et qui rompraient avec les diktats libéraux des institutions financières internationales et des gouvernements des puissances occidentales, contre lesquelles le peuple tunisien s'est révolté en 2011.

Quant au caractère soutenable de la dette, rappelons que le FMI formula, entre 2010 et 2015, des estimations largement optimistes sur la dette publique grecque, sans cesse contredites au fur et à mesure que la crise s'approfondissait dans le pays en raison des interventions néfastes de la Troïka dont l'institution dirigée par Christine Lagarde est l'un des piliers. En réalité, l'évolution récente des finances publiques de la Tunisie indique que sa dette est insoutenable : alors que la loi de finances 2016 prévoyait un taux d'endettement de 53,2% du PIB celui-ci est finalement monté à 62,1%, tandis que le pays risque de faire défaut sur un prêt du Qatar à hauteur de 500 millions de dollars. L'évolution de la dette tunisienne depuis 2011 montre que celle-ci ne cesse de grimper et que son remboursement est utilisé par les gouvernements successifs pour légitimer l'austérité, empêchant des dépenses dans des secteurs clés tels que la santé, l'éducation ou encore le logement.

Le ministre des finances belge avance également que la dette détenue par la Belgique à l'égard de la Tunisie ne serait pas odieuse au prétexte que « plus

de la moitié de cette dette, soit environ 15 millions d'euros, est financée par un prêt d'État du 25 juin 2006, qui a servi à financer les travaux de réhabilitation de la Baie de Sfax ». Les crédits accordés par la Belgique ont plutôt aidé à maintenir le régime autoritaire de Ben Ali en le légitimant et en lui permettant de libérer d'autres fonds à des fins de répression contre la population. Ce prêt de juin 2006 ayant été accordé à un régime n'ayant que faire de la démocratie et des droits humains fondamentaux, il doit dès lors être considéré comme odieux.

Le gouvernement belge veut non seulement blanchir une dette odieuse en la convertissant en projets d'investissement, mais conditionne en plus cette mesure à « *l'organisation d'une politique de retour pour les migrants* ». Pour le CADTM, il s'agit d'une mesure inacceptable. Nous réaffirmons notre soutien à la liberté de circulation et d'installation pour toutes et tous sans discrimination.

Enfin, le gouvernement a annoncé que les intérêts dus sur le capital des dettes ainsi converties seront comptabilisés dans l'aide publique au développement (APD) de la Belgique. Il s'agit tout simplement d'une hausse artificielle de l'APD par un simple jeu d'écriture comptable. Plus largement, le CADTM réclame l'arrêt des politiques enfermant la Tunisie dans des rapports de dépendance aux pays du Nord en général et à la France, la Belgique et l'Union européenne en particulier. En Belgique, deux premières mesures allant dans ce sens seraient l'application de la résolution du Sénat adoptée en juillet 2011 et le soutien des autorités à la proposition de loi déposée au parlement tunisien en juin 2016 réclamant la mise en place d'une commission d'audit sur la dette publique tunisienne et d'une suspension de paiement de la dette jusqu'à ce que cette commission rende ses résultats.

Robin Delobel

BRANDWASHING, ART ET ACTIVISME

C'est connu, considérant l'ensemble des supports (télévision, radio, Internet, panneaux dans les rues), un Nord-Américain moyen serait soumis à la présence visuelle et auditive d'au moins 3 000 publicités par jour. En Europe, nous serions harcelés chaque jour par quelques 1 200 à 2 200 publicités selon les études les plus timides, et jusqu'à 5 000 selon d'autres estimations. La question de la réappropriation des espaces publicitaires est donc loin d'être une question superficielle.

En plus des panneaux publicitaires auxquels nous sommes déjà bien habitués, les écrans prennent de plus en plus de place dans les villes. Notre regard, qui auparavant se perdait dans les motifs carrelés des murs des stations de métro ou dans les yeux des passagers de la rame d'en face, est à présent absorbé par les écrans. Des millions de pixels nous encouragent simultanément à saliver pour le dernier hamburger d'une chaîne de mal-bouffe, à nous endetter pour le téléphone intelligent dernier cri, à désirer conduire une bagnole toujours plus puissante, à reluquer des seins rebondis enrobés de dentelles, quand ce n'est pas pour partir en vacances sur la lune ou pour s'engager dans l'armée... Les publicités sont partout, il est devenu impossible de les ignorer, elles nous assaillent.

La réappropriation des espaces publicitaires ne date pas d'hier, mais est aujourd'hui devenue plus que pertinente. Partout dans le monde, depuis les années 50, de nombreux collectifs se mobilisent contre la marchandisation de l'espace public et la colonisation de nos imaginaires. On pense aux Situationnistes, qui créaient de fausses affiches utilisant le calembour comme arme politique, ou au collectif Billboard Liberation Front qui modifiait les slogans des panneaux à San Francisco, ou encore plus récemment au collectif français Les Déboulonneurs pratiquant le barbouillage contre le gigantisme des publicités. En 2014, lors des jeux olympiques de Londres et durant la COP21 à Paris, le collectif anglais Brandalism⁽¹⁾ s'est réapproprié des centaines de panneaux publicitaires, leur substituant des œuvres créatives. Leur action inspira notre collectif Brandwashing. Né à Bruxelles, notre groupe s'est formé au travers des actions contre les traités de libre-échange en 2016 (CETA, TTIP, TISA...). Une centaine d'affiches a été détournée durant notre première action en novembre dernier dans la capitale ; plus de 150 durant notre dernière action du 23 mars à Bruxelles, Liège et Gand. Cette action fait suite à l'appel de Subvertisers International⁽²⁾ qui est un groupement international rassemblant plusieurs collectifs anti-pub dans le monde. Ce mouvement, formé par des groupes locaux et nationaux d'activistes, d'artistes, d'organismes sans but lucratif, invite tout un chacun à prendre part à des actions créatives contre la publicité et le consumérisme. Les actions menées durant la semaine du 23 mars se sont déroulées dans plus de 50 villes, dont Buenos Aires, Londres, Mexico city, New-York, Paris, Sidney, Téhéran...

POURQUOI LUTTER CONTRE LA PUB ?

En ville, partout où nous posons notre regard, des publicités captent notre attention pour y glisser des émotions, des envies, des noms, des formes, des

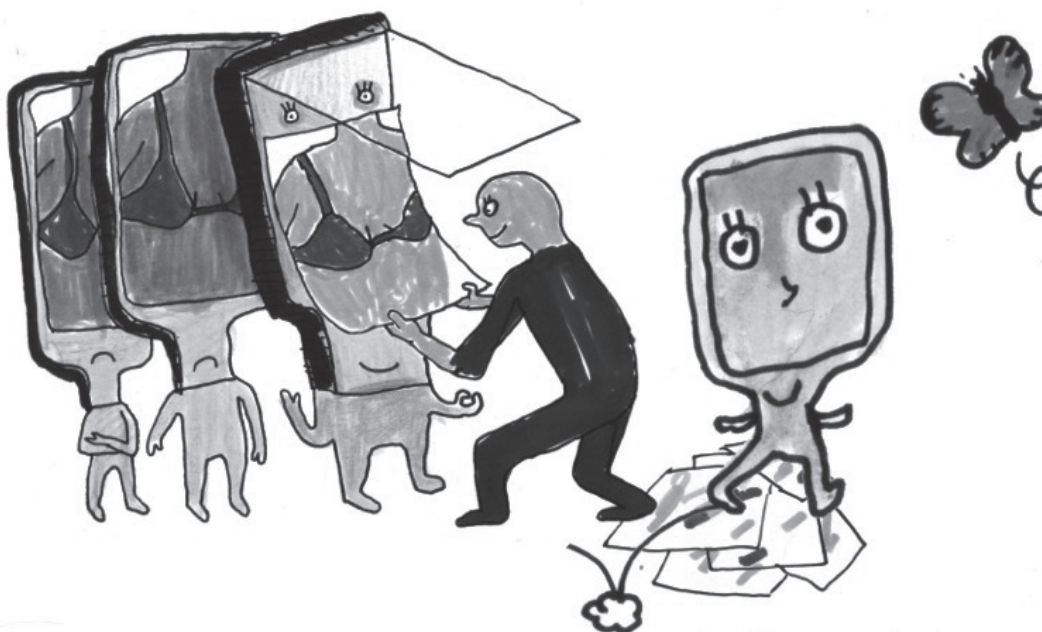


Illustration: Olivier Spinewine

slogans. Et ce, bien entendu, au nom des multiples bonheurs à venir, parce que, semblerait-il, nous existons au travers de ce que nous achetons, et nous nous définissons au travers des marques que l'on porte, acquiesçant au postulat du *storytelling*, cette idée selon laquelle nous sommes ce que nous consommons. L'ère de la consommation ostentatoire s'est imposée. Ainsi, pour booster les ventes, les sociétés de marketing s'appliquent à développer des imaginaires forts et féconds autour des produits qu'elles commercialisent, pour que les gens s'y comparent et s'identifient aux histoires qu'ils racontent. Les produits consommés finissent par modeler les idées et les comportements, par formater les esprits, voire par produire des individus sans autre rôle que celui d'être des consommateurs.

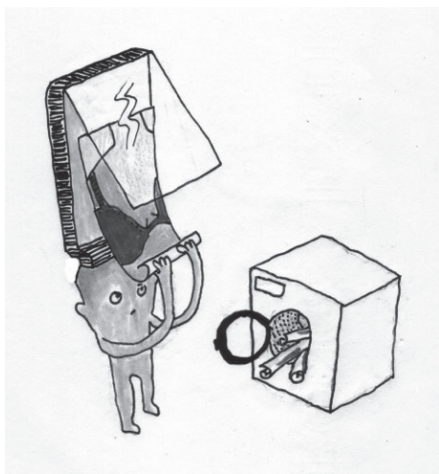
La croissance économique étant le but fondamental autour duquel nos sociétés se sont développées et sont organisées, nous devrions produire toujours plus et consommer davantage. « Croissance », « production », « pouvoir d'achat », « consommation », assurent le maintien des élites au détriment du reste de la population mondiale. La publicité fait partie intégrante de ce système d'accumulation et d'expansion, elle est le carburant de l'économie libérale et industrielle. Aux dépens de la planète, elle est le ferment (avec l'obsolescence programmée et le crédit à la consommation) d'une intensification de la consommation nécessaire à une croissance incessante de la production. Très souvent, le consommateur ne connaît pas l'histoire du produit qu'il achète ; il ne connaît que vaguement son origine, comment il a été fabriqué, par qui et à quel coût. La publicité est un des rouages du pillage des matières premières des pays économiquement pauvres par les pays économiquement riches. Elle est le prolongement d'une artificialisation du monde, c'est-à-dire, d'une gestion technocratique

de la Terre, considérée comme simple réservoir de ressources naturelles. Au travers de cet état apparent de stabilité qu'elle exalte, de cette illusion de toute-puissance qu'elle glorifie, la publicité occulte la destruction et la dévastation nécessaires à nos modes de vie occidentaux, c'est-à-dire le pillage d'une partie de l'humanité aux dépens d'une autre, par les moyens de la grande industrie. Dès lors, la publicité éclipse les conséquences climaticides et guerrières du système capitaliste, nous persuadant de surcroît que l'on ne peut qu'être spectateur.

Loin de répondre aux besoins, l'unique but de la publicité est de créer de nouveaux désirs, de nouvelles convoitises. Comme le dit si bien Tim Cook, PDG d'Apple, « Notre rôle, c'est de vous donner quelque chose que vous ignoriez vouloir et dont vous ne pourrez plus vous passer une fois que vous le posséderez ». On le sait, les messages publicitaires vraisemblablement les plus anodins recèlent de fortes significations politiques. Par la mise en valeur des codes de la classe sociale la plus privilégiée, la publicité accentue les rapports de pouvoir et de domination ; les produits qu'elle vante hiérarchisent entre eux les individus, ceci profitant toujours plus aux nantis qu'aux indigents. De ces normes bourgeoises émerge une grammaire culturelle⁽³⁾ qui, peu à peu, s'érige en devise, masquant de ce fait le pouvoir qui s'y tapit. Ces normes, une fois intériorisées, confèrent au mode de vie de la classe la plus aisée le caractère intangible d'un fait naturel. Tel un procédé muet, elle organise, « naturellement », une mise en ordre sociologique, politique, esthétique. Par mimétisme, la majorité souhaite ce qu'au départ seule une minorité nantie peut s'offrir. Autrement dit, la publicité façonne l'adhésion, fabrique du consentement, elle légitime le mode de vie consumériste et bourgeois.

La journée mondiale contre la publicité a lieu chaque 25 mars. Le 25 mars 2013, le collectif français Les Déboulonneurs a été acquitté de l'accusation de dégradation de panneaux publicitaires lors d'une action symbolique de désobéissance civile. Lors du procès, ils ont soutenu que leur « droit à la réception » de la pub avait été violé par l'agression publicitaire dans l'espace public. Le juge ayant suivi ce plaidoyer a estimé que l'action était protégée par la « liberté d'expression » et par « l'état de nécessité ».

C'est pourtant de nous que la publicité tient son pouvoir. Nous qui sommes accoutumés à recevoir ces messages publicitaires, malgré nous. L'invasion mercantile devient « inévitable ». Les agences publicitaires sont continuellement à la recherche de nouveaux procédés de diffusion afin de mieux capter l'attention des clients potentiels, clients dont le cerveau s'accoutume aux intrusions. Ce qui est « nouveau » est ce qui est bon. Les messages rabâchés



s'inscrivent en nous, deviennent évidents, limpides pour ainsi dire. Ils deviennent le remplacement de la réflexion par le réflexe. Au moment de choisir, une voix sans visage nous précède, au lieu d'être le choix, nous sommes son déroulement. Les automatismes doublent la pensée. La publicité fonctionne tel un mot d'ordre ; sa présence idéologique et démesurée est une confiscation de la parole. Aujourd'hui, les publicitaires s'intéressent moins aux images qu'aux réactions qu'elles suscitent. Ils planifient des réactions basées sur nos émotions, sur nos sensations, plutôt que sur notre réflexion. Le message doit être le plus large possible pour toucher le plus de monde possible. Cette illusion de réalité, retouchée, déploie des frontières invisibles, sensibles, en dehors desquelles il devient difficile, voire impossible, de penser. Sous le regard constant de l'image publicitaire, nous incorporons ses mécanismes et ses représentations.

L'espace public est cet ensemble d'espaces de passage, de rassemblement, à l'usage de tous. S'il n'appartient en théorie à personne, il est le plus souvent soumis à la législation de l'État. Pourtant, cet espace « public » n'appartient nullement à tout le monde. Le partenariat public-privé, ou « PPP », par lequel une autorité publique fait appel à des prestataires privés pour financer et gérer un équipement (pour ce qui est de la publicité : arrêts de bus, bancs, vélos...) assurant ou contribuant au service public, se généralise. Dans cet espace, prétendu à l'usage de tous, ceux qui ont de l'argent peuvent communiquer massivement et de façon pérenne. Ainsi, les grands groupes détiennent le monopole de l'expression. Et lorsqu'un objet est « gratuit », c'est toujours que le consommateur en est le produit⁽⁴⁾. Sans compter que, sur le net, la publicité se nourrit aussi de nos données personnelles, ce « rien à cacher » qui vaut de l'or pour les multinationales du numérique. Centres d'intérêts, sexe, âge, profession... autant d'informations qui permettent de présenter des publicités auxquelles l'internaute est le plus susceptible de réagir. Ces méthodes

de profilage, basées sur nos recherches, le contenu de nos mails, les sites que l'on visite, sont appelées du « ciblage comportemental ». En s'accaparant nos données personnelles, en les centralisant, au travers des services en ligne et des réseaux sociaux, tous « gratuits », les multinationales du numérique (ces entreprises qui se prétendent être source de progrès humain) nous prennent en otage⁽⁵⁾. Nos données personnelles ne nous appartiennent plus, les serveurs des multinationales étant bien souvent situés dans d'autres juridictions, sur d'autres continents. Le traitement de nos données permet également aux géants de l'Internet d'adapter les résultats de nos recherches en fonction de nos « centres d'intérêts ». Pour une recherche identique, deux personnes ayant un profil différent n'auront pas les mêmes résultats. Ceci tend à conforter un internaute dans ses habitudes de vie, ses convictions, ses croyances. Enfin, les fournisseurs de services Internet sont légalement tenus de conserver les journaux de connexions pendant au moins un an, pour répondre à d'éventuelles requêtes légales.

COMMENT AGIR CONTRE LA PUBLICITÉ ?

Il nous semble indispensable d'élargir l'éventail de la résistance à l'agression publicitaire, la seule limite étant notre imagination. Seul ou en collectif, de l'action à la contestation, les moyens sont multiples : des stratégies de désobéissance civile non violente aux plaidoyers et campagnes d'information, en passant par des ateliers et des formations visant à se réapproprier l'espace public, chacun peut agir à sa manière. Inspirés par les techniques de détournement du collectif Brandalism, en Belgique, nous utilisons, entre autres, les structures en place, soit les vitrines des multinationales : nous remplaçons les affiches existantes dans les panneaux de publicité par des visuels artistiques créés pour l'occasion. Lors du remplacement de ces affiches, nous portons des chasubles artisanalement sérigraphiées à l'effigie des compagnies visées ; le but recherché étant de passer inaperçu. Pour ouvrir ces panneaux, nous utilisons des clés spécialisées, trouvables sur le web avec un peu de recherche. En Belgique, les clés Allen employées sont principalement les modèles « T30 » et « H60 »⁽⁶⁾, ainsi que la clé à tube « JCD GEAR »⁽⁷⁾, plus difficilement trouvable, mais relativement simple à fabriquer. Le format des affiches « Aribus » est de 120x175cm⁽⁸⁾. D'autres groupes collent des stickers sur les caméras des panneaux vidéo, recouvrent de carton, de film plastique opaque, d'affiches « stop pub » les panneaux des arrêts de bus, font signer des pétitions aux passants⁽⁹⁾. Actuellement, à Liège, le collectif Liège sans pub lutte pour empêcher que la ville ne renouvelle son contrat avec JC Decaux jusqu'en 2032, le contrat actuel se terminant en novembre prochain.

On le sait, le système capitaliste est passé maître dans l'art d'incorporer à sa vitrine les contestations qu'il soulève. Dès lors, un certain type de consommation, brandi comme une pratique émancipatrice, voir rebelle, neutralise toute aspiration de changement. Le *capitalisme vert*, cet épouvantail écologique, en contradiction avec le respect

des limites de la planète, en est un exemple criant. Et si nous vivons dans une société du « *qui ne dit mot consent* », dans une société dans laquelle les femmes souffrent de leur devoir de séduction, les hommes de leur impératif de virilité... nous ne l'acceptons pas. Par le détournement des panneaux publicitaires, nous cherchons à nous réapproprier les canaux de communication du pouvoir. Il s'agit de détourner les structures existantes, de les bousculer et de les questionner sans cesse, d'instaurer des marges de manœuvre pour créer un effet de distance par rapport aux normes dominantes dont l'apparente neutralité nous fait horreur. Nous pensons que le rôle de l'art n'est pas de montrer la société mais de la transformer. C'est pour cela que l'art activiste peut jouer un rôle clé dans les changements sociétaux auxquels nous aspirons⁽¹⁰⁾. Autrement dit, il ne suffit pas de poser des idées, il nous semble *indispensable* de les transformer en des actes concrets, inventifs et continus. Nous nous servons des structures publicitaires pour montrer le potentiel créatif des gens, dans son ensemble, pour exposer son refus... souvent de manière poétique⁽¹¹⁾. Enfin, nous choisissons l'anonymat par souci de protection et parce que nous refusons le spectacle de la célébrité, l'un des mécanismes phare de la publicité. Face à l'indépendance du système, les gens ont besoin de réagir, de marquer leur désaccord, de faire usage de leur droit à la non réception. Est-ce à nous de suivre les règles ou aux règles de nous suivre ?

Le collectif Brandwashing
brandwashingbelgium.blogspot.be
brandwashing@riseup.net

- (1) <http://brandalism.ch/> (voir notamment la page "Take Action").
- (2) <http://subvertisers-international.net>
- (3) « La prolifération de [cette] fausse gratuité, payée par la publicité, et dans laquelle l'objet de la transaction est le lecteur ou le spectateur lui-même », cache ce qu'elle est réellement en évacuant la transaction pécuniaire directe, autrement dit l'acte d'achat. « Derrière l'apparence, il y a une transaction marchande classique, avec client, fournisseur et marchandise. Le client est un annonceur publicitaire, le fournisseur un diffuseur de programmes – ou d'informations –, et la marchandise, un téléspectateur – ou un lecteur. Ce que le client achète au fournisseur, c'est du « temps de cerveau humain disponible (...) Le contenu est gratuit, et c'est bien normal, parce que le contenu, c'est l'asticot. Le pêcheur n'exige pas de la tanche qu'elle finance l'asticot. Gratuit pour la tanche, mais financé par le pêcheur, puis par l'amateur de tanche qui lui achète sa prise. Transaction 100 % marchande. Zéro gratuité ». *Vraie et fausse gratuité*, Jean-Louis Sagot-Duvaurox – *Manière de Voir*, décembre 2007- janvier 2008
- (4) « Manuel de communication-guérilla », Autonomie A.F.R.I.K.A. GRUPE et Luther Blisset.
- (5) Listes de bons outils à utiliser en ligne (pour mobile, BSD, Windows, macOS, GNU/Linux) : <https://prism-break.org/en/> (dont le add-on ublock Origin, indispensable contre la pub en ligne).
- (6) Détails des clés à utiliser : <https://www.youtube.com/watch?v=wjCdqA-qtWc> et <https://www.youtube.com/watch?v=oZDhs6-8cSE>
- (7) Clé « JCD GEAR » <http://www.publicadcampaign.com/PublicAccess/Index.html> (cliquer sur la ville de Bruxelles).
- (8) Guide d'explication « in the streets » pour se réapproprier les espaces publicitaires (en anglais) <http://brandalism.ch/wp-content/uploads/2016/12/Brandalism-Guide1.pdf>
- (9) Pétition « Pour le retrait des écrans vidéos dans l'espace public à Bruxelles » du collectif bruxellois Espace Sans Pub <http://www.sans-pub.org/petitionbxi/>
- (10) Pour cette question du lien entre art et lutte, voir <http://www.kairospresse.be/article/collectif-artivist>
- (11) exemples artistiques de réappropriation des espaces publicitaires : <http://brandalism.ch/gallery/> voir par exemple les travaux de Jordan Seiler, Vermibus...

LA PRODUCTION MODERNE DE LA MÉDIOCRITÉ

CONVERSATION AVEC ALAIN DENEAULT

C'est la lecture de *Politique de l'extrême centre et de La médiocratie*⁽¹⁾ qui nous a poussés à rencontrer Alain Deneault. Philosophe, directeur de programme au Collège international de philosophie à Paris, sa pensée radicale est un outil précieux en ces temps sombres, mais où persiste un peu d'espoir.

Kairos : Dans la préface de votre ouvrage, vous évoquez ces personnages qui se disent « de gauche, mais... », qui ne sont pas trop pour les nationalisations, la réduction du temps de travail ou l'augmentation des impôts sur les entreprises. À côté de ceux-là, il y a « les libéraux », qui reconnaissent quand même les excès du capitalisme « mais... ». Dans les deux cas, on entretient une réelle confusion qui est celle dans laquelle on est maintenant, c'est-à-dire que tous soutiennent un système capitaliste destructeur, et on ne s'y retrouve plus.

Alain Deneault : On est dans un ordre politique qui cherche à abolir l'axe gauche-droite, au nom d'un discours exclusif, par conséquent excluant, qui se montre intolérant à toutes autres propositions que la sienne. Ce discours se résume en quelques points : plus d'argent pour les actionnaires, plus d'argent pour les multinationales, plus d'accès aux paradis fiscaux, moins de lois protégeant les travailleuses et les travailleurs, moins de services sociaux et de programmes sociaux. Cette approche est partagée par des acteurs politiques qui peuvent porter l'étiquette de gauche ou de droite et qui agissent dans différents pays du monde, et qui sont subordonnés à l'oligarchie. Et ça va de Tsipras à Trump, avec des variantes sur différents enjeux, notamment de types moraux, mais il y aura quand même d'un point de vue économique ce programme qui sera adopté.

Pour donner un semblant de sens politique à ce programme, on véhicule des idées associées à ce que j'ai appelé l'extrême centre. On a associé à tort l'extrémisme en politique à la position du curseur sur l'axe gauche-droite. Alors que l'extrémisme, au sens moral, renvoie beaucoup plus à une attitude qui consiste à être intolérant à ce qui n'est pas soi. L'extrême centre consiste à être intolérant envers tout ce qui ne s'insère pas dans ce paramétrage finalement très étroit de l'ordre du jour du programme oligarchique dont j'ai parlé. C'est un centre qui a peu à voir avec l'axe politique gauche-droite, dans le sens où c'est un centre qui vise moins à se situer sur cet axe qu'à l'abolir, et à présenter une vision des choses comme étant la seule valable. L'extrême centre c'est donc ne tolérer rien d'autre que ce discours-là qui se présente arbitrairement comme relevant du centre. Pourquoi le centre ? Parce qu'il ne va pas se présenter comme étant *radical*, destructeur, impérialiste, au fond, violent par bien des aspects. Mais il se présente au contraire comme étant pondéré, comme étant pragmatique, comme étant normal, comme étant vrai, juste, équilibré, comme étant raisonnable, rationnel et ainsi de suite.

Tout en donnant donc l'illusion qu'il y aurait des oppositions entre personnages politiques différents, qui sont pourtant toujours à la même école.

Mais de moins en moins. Il faut être bigrement raffiné pour voir une différence entre un social-libéral du parti socialiste et un gaulliste social

du parti LR. Ce qu'on tente de plus en plus à faire valoir, c'est un discours de nécessité, exclusif et excluant : « on n'a pas le choix ».

Dans *Médiocratie*, vous parlez de « résister aux termes », en ce sens, est-ce que cela a encore une signification de parler de droite-gauche. N'est-ce pas le meilleur subterfuge du pouvoir d'encore nous faire croire qu'il existe une droite et une gauche ?

Effectivement, on est entré dans une phase spectaculaire dont on voit que les acteurs eux-mêmes n'arrivent plus tout à fait à faire semblant de croire en une substance qui permettrait de se définir dans un camp ou dans l'autre. Cela dit, si on définit rigoureusement les termes et qu'on leur donne un sens qui ne soit pas celui du spectacle, il y a encore une pertinence indéniable au fait de penser la gauche et la droite, mais encore faut-il engager les discours sur la base d'une dialectique fondée et sérieuse. Partons d'un phénomène qui est presque anthropologique : on ne peut pas ne pas instituer le lien social. Dès lors qu'on a institué le lien social, on le fait le plus souvent dans nos traditions modernes, au nom du peuple. Les problèmes commencent là entre la gauche et la droite, parce qu'à partir de ce moment-là, on doit convenir du fait que le peuple, il n'est nulle part. On a beau dire que c'est au nom du peuple, du *demos*, du *socius*, que se trouve légitimé une institution publique, ce peuple-là n'est jamais donné une fois pour toute. Et c'est pour cela qu'il y a débat : il y a un débat sur ce qui nous est commun, il y a sur le fait qu'il n'y a jamais une sorte de façon précise, juste, scientifique et absolue de définir ce qui est en partage. La gauche et la droite se distinguent en ce sens qu'être de gauche c'est chercher à traduire et médiatiser ce qui relève du partage, ce qui est commun à tous, en étant au plus près de ces réalités-là. Alors qu'un discours de droite consiste en une façon de faire valoir des intérêts particuliers au titre de ce qui est général. Et c'est tout le problème des droits de l'homme, des démocraties libérales... : on a fait passer pour des discours d'intérêt commun des positions qui sont en fait soit oligarchiques, soit bourgeoises.

Dans ce spectacle où l'on a les swissleaks, luxleaks, footballleaks, en France c'est Fillon, en Belgique Publifin, c'est toujours des condamnations qui seraient soi-disant les derniers scandales, où tout va changer, mais on n'attaque jamais le régime, le système-même qui crée cela.

On ne le fait pas mais on le fait peut-être faire. Je ne mélangerais peut-être pas tout, dans le sens où les révélations auxquelles on a eu droit ces dernières années sur le système *offshore*, sur les législations de complaisance, sur ce que rendent possible les paradis fiscaux, ce phénomène-là me semble différent de ce qui survient en France avec François Fillon, qui est dans ce cas-là la dénonciation d'un tartuffe, dans un contexte électoral précis, ce qui est de bon aloi, mais qui est encore autre chose.

Ce que j'aime dans la question des paradis fiscaux, c'est qu'elle permet de susciter un questionnement qu'il est difficile de porter tel quel. Si vous luttez contre les paradis fiscaux, vous savez, en faisant des discours publics, en intervenant dans les médias, en posant des questions, que vous avez là, en cette cause, un Cheval de Troie. Ce qui est intéressant avec la question des paradis fiscaux, c'est qu'elle déclenche une série de questionnements qui, si on a le courage de les mener à bien, ce que de plus en plus de gens ont, nous amène à constater l'échec du régime oligarchique et idéologique actuel.

Dans votre livre *Médiocratie*, vous expliquez que le 28 novembre 2012, un journal canadien fait état de la commande historique que vient de recevoir le groupe Bombardier, pour des appareils destinés principalement aux voyages de milliardaires. Vous vous étonnez que personne ne semble se formaliser du symptôme que représente cette commande dans des régimes de « rigueur » budgétaire imposés. Pensez-vous que les gens ne se formalisent plus ou qu'ils n'ont pas de canaux médiatiques où ils pourraient faire part de leur indignation ?

Les deux choses vont de pair. Partons de ce qu'est l'idéologie : l'idéologie est le discours des puissants, c'est le mortier sémantique qui fait tenir dans nos têtes l'agencement institutionnel relevant de grands intérêts. En fait, le discours idéologique qui consiste à habiter nos cerveaux, à entretenir l'activité de nos esprits, vise à plusieurs choses : cadrer la perspective qu'on a sur le monde : « regardez ici plutôt qu'ailleurs » ; ensuite raboter les inégalités, ou lisser toutes les contradictions ; naturaliser, c'est le TINA, *There Is No Alternative*, l'extrême centre dont je parlais. On va naturaliser le discours, on va le rendre obligatoire : « il faut savoir se vendre », « il faut être compétitif », « il faut... ». L'idéologie rend naturel un certain nombre de propositions intéressées par lesquelles une oligarchie s'impose un monde et se donne un monde à la mesure de ses intérêts.

Les médias font partie évidemment de cette entreprise, l'école aussi. Et je dirais aussi : tout le monde. C'est pour cela qu'il est difficile de parler de la médiocratie, parce que la médiocratie c'est tout le monde. On devient une courroie de ces discours idéologiques, qui finissent par coexister dans cet espace social.

Vous avez défini cinq catégories de médiocres.

Oui, cinq attitudes par lesquels réagir. Quand on est face à un ordre idéologique de type médiocrate, on est face à un ordre qui est parvenu à naturaliser des prises de position, des articulations et des méthodes, des injonctions, des ordres et du commandement, tout à fait contestables, tout à fait arbitraires, tout à fait radicaux et même parfois violents et cruels. Mais on fait passer ça pour étant la norme, comme étant le sens. Et comme on est con-

LA PRODUCTION MODERNE DE LA MÉDIOCRITÉ

Propos recueillis par Alexandre Penasse



Illustration: Victorien Ezard

L'effet de l'idéologie sur la pensée, depuis disons les fameuses « trente glorieuses », sur les générations passées et actuelles, ne peut-il pas aboutir à quelque chose de pérenne, définitif. Orwell disait du désir de liberté qu'il n'était pas quelque chose de donné d'emblée et que, comme des vaches que l'on pourrait programmer génétiquement pour ne pas avoir de cornes, on pourrait très bien créer « une nouvelle race d'homme, dénuée de toute aspiration à la liberté ».

Au fait, la liberté n'est pas la solution, l'objectif, mais le problème. On a tout fait reposer sur cette notion. Si vous prenez par exemple l'axe gauche-droite tel qu'il se dessine de manière caricaturale en Amérique du Nord, on est soit libertaire ; libéral à l'américaine, c'est-à-dire permissif mais en ne touchant pas aux structures ; libéral à la française, Tocqueville ; sinon on est néo-libéral, ultralibéral, libertarien, mais de toute façon sur l'axe-droite, tel qu'il évolue d'une manière assez désolante, la question de la liberté est le socle. On veut être libre et on trouve une façon de souhaiter la liberté.

On ne parle pas de contraintes...

Exactement, tant qu'on n'aborde pas sur un plan social la question des contraintes que nous voulons nous imposer collectivement, à partir d'une position de liberté qui est la même pour tous, comme acteurs délibérants, tant qu'on n'en arrive pas là, on est cuit, car ce sera toujours la liberté des uns qui aura le dessus sur celle des autres. Tant qu'on n'est pas capable d'en venir à l'idée qu'être de gauche par exemple, c'est penser en terme de contrainte : « Comment on va contraindre ceux qui ont plus que ceux qui ont moins pour qu'on tende vers une égalité? » Qu'on soit capable de penser en terme de contraintes pour aspirer à plus d'égalité et pour tendre vers une perspective de cette nature. Si vous avez quelqu'un qui se présente de gauche mais parle toujours de liberté, on peut être certain que c'est un libéral : il pensera toujours en terme de liberté quant à la façon qu'ont des gens puissants de trouver une liberté de contraindre autrui, car c'est bien ça le capital : quand vous êtes dans une entreprise, tout d'un coup tous vos droits constitutionnels tombent, c'est quand même fascinant.

Dans cette nécessité des contraintes, il y a aussi une entente trans-classes. On sait que les classes moyennes et indigentes vont souvent se battre contre l'impôt, de la même manière que les classes les plus nanties. Il y a une sorte d'entente due au fait qu'on ne nous présente pas bien les choses évidemment. Comment mettre des contraintes dès lors ?

C'est là aussi qu'on voit à quel point tout nécessite d'être repensé ; on ne peut pas se contenter d'être dans une forme d'évolution politique où on ne fait qu'amender, bricoler. Parce qu'à ce stade de l'évolution du droit et de l'activité des législateurs, le moindre droit auquel on est attaché est celui-là même qui permet à une multinationale d'être hégémonique ; dans les termes mêmes du droit, ce seront les mêmes clauses, les mêmes articles, les mêmes fondements, les mêmes doctrines. Et comme on est attachés à nos droits, j'aurais envie de dire nos petits droits, on se trouve de ce fait à défendre ceux des grands. C'est là où il faut cesser de penser en terme de liberté, en ne tenant plus compte des échelles, mais de réfléchir sur le plan des contraintes pour se demander « Quelle contrainte nous rend libre ? » : c'est en administrant des contraintes que les membres d'une communauté arrivent à leur liberté.

Propos recueillis le 13 février 2017 à Ath, par **Alexandre Penasse**

Vidéo réalisée par **Thomas Michel**, disponible ici : <http://www.kairospresse.be/article/rencontre-avec-alain-deneault>

(1) Les deux ouvrages sont édités conjointement chez Lux, 2016.

fronté à la médiocrité, à savoir la moyenne en acte : une injonction à travailler à un rythme standard, par rapport à des idées, à des mots clés standardisés, par rapport à une attitude qui nous rend interchangeables, on observe cinq façons de réagir.

1. Il y a ceux qui d'emblée craquent, ne veulent pas rentrer là-dedans. Des gens qui sans être braves politiquement, sans être combattifs, militants, vont simplement préférer la frugalité, pour ne pas avoir à composer avec un monde de normes, de standards, de mensonges, de faux-semblants.
2. Il y a ceux qui seront plutôt les aliénés, les médiocres malgré eux. Ce sont celles et ceux qui y croient, parce qu'on leur a dit que c'était comme ça. On est dans beaucoup de tautologie : « C'est comme ça parce que c'est comme ça », « Que voulez-vous, c'est la vie », « A chaque jour suffit sa peine »... La norme on la place là, et vous devez considérer cette attitude « là » qui n'est pas normale comme étant normale et vous y conformer.
3. Ensuite, on aura les médiocres zélés. Ce sont les pires et l'avenir est à eux, ce sont ceux qui rafolent de la médiocratie. Ce sont des gens sans convictions, plastiques, souples, avec pour seul souci quand ils se réveillent le matin de voir comment ils vont profiter de l'état des choses pour tirer profit d'une conjoncture.

Ce sont les personnages politiques...

Tout à fait, ils sont emblématiques de ceux-là, et dans toute organisation on aura les médiocres, les zélés, qui prennent les devants, qui devinent ce que les autorités souhaitent d'eux, qui vont adopter le discours du jour, quitte à adopter un discours contraire cinq ans plus tard si celui-ci change.

4. Cela nous amène à parler du quatrième personnage qui est le médiocre par dépit. Le médiocre

par dépit est la personne qui comprend, pour le dire brutalement, qu'elle fait le mal ; comme son travail, par exemple dans le domaine pharmaceutique, commercial, dans le domaine financier. Et à la banalité du mal dont on est conscient – et c'est ce qui amène souvent les uns et les autres à s'engager dans un syndicat, à résister dans les réunions, à être un peu le poil à gratter d'une organisation – s'ajoute le mal de la banalité, c'est-à-dire que le poids du quotidien finit par être écrasant.

5. La cinquième catégorie, c'est celle des têtes brûlées. Ce sont ceux qui dénoncent, qui parlent, sans aucun attachement, de quelque façon que ce soit, pour les formes d'avancées sociales. C'est-à-dire que par profession de foi, on noue une forme d'obéissance à la vie de l'esprit, à la pensée pour elle-même. C'est une pure critique désintéressée. Et on peut finir comme Noam Chomsky ou Edward Saïd, comme professeurs, en ayant ce genre de dignité, en cultivant ce genre de convictions et d'autonomie intellectuelle. Mais on peut aussi finir comme Gramsci en prison ou comme Rosa Luxemburg dans le fond de l'eau. Il n'est pas vrai qu'on va prendre des libertés par rapport à la rigueur qu'exige la pensée comme autorité, presque comme institution, et il n'est pas vrai qu'à un moment donné on va dire que quelqu'un qui va au théâtre est un client, ce n'est pas vrai, on le refuse. Et on va refuser aussi de cesser de citer Rosa Luxemburg parce qu'on est dans une université qui n'aime pas trop qu'on aborde ces questions-là, pour plutôt citer la Banque mondiale qui s'intéresse à la gouvernance parce que c'est comme ça qu'on va avancer dans sa carrière. Non ! On refuse, et parce qu'on refuse, on sait qu'on se ferme des portes et on s'expose à un grand nombre de refoulements, au sens pratiquement physique, on nous refoule physiquement dans un certain nombre de lieux : de lieux de pouvoir ou d'institutions.

« L'IMAGINAIRE DU DÉBRANCHEMENT »

Qui ne s'est pas déjà senti désemparé à la seule pensée de quitter cette méga-machine industrielle ? De rompre définitivement avec nos prothèses technologiques et de vivre tout autrement.

Un « solutionnisme technocratique » semble plus que jamais à l'œuvre dans nos sociétés. Il postule qu'une « *solution technique existe pour chaque problème rencontré même s'il est le résultat de conflits sur les valeurs, des intérêts ou des idées* »⁽¹⁾. Par exemple, les énergies renouvelables viendront nous sauver du déclin des combustibles fossiles et du changement climatique ; les robots et autres objets connectés à travers de gigantesques serveurs nous aideront à mettre en place une économie collaborative, soutenable et harmonieuse ; ou au pire, la colonisation de Mars dans un futur pas si éloigné permettra à une petite partie de l'humanité d'échapper à la catastrophe écologique !

Cette foi absolue en une technologie salvatrice est le fruit d'une culture de la science-fiction née en même temps que le capitalisme industriel. Eh oui ! Nous, les humains, préférons croire aux histoires que nous nous racontons depuis longtemps – nos mythes fondateurs – plutôt que croire à des faits qui viennent contredire ces histoires. Toute société est en effet fondée par des grands récits (des mythes), qui permettent d'interpréter le monde et qui font naître des identités collectives, formant ainsi des communautés de destins⁽²⁾.

Dès le milieu du XX^e siècle, Edgar Poe explorait l'imaginaire techno-fantaisiste dans ses célèbres *Histoires extraordinaires* qui « *enseignaient une doctrine très séduisante et très rigoureuse, dans laquelle une sorte de [rationalité] mathématique et une sorte de mystique s'unissaient* »⁽³⁾. Ainsi, il ouvrait la voie à des auteurs comme Jules Verne ou Isaac Asimov, à des scénaristes comme Stanley Kubric ou Georges Lucas, ou encore à des dessinateurs comme Edgar Pierre Jacobs. Nous avons tous été bercés à des degrés divers durant notre enfance par ces récits de conquêtes de l'espace, d'ingéniosité humaine sans limite ou de l'implacable marche en avant du progrès. Nos modes de vie en découlent et ces visions d'avenir sont si puissantes qu'on a vite fait de retomber dedans lorsqu'on pense au futur, surtout s'il s'agit d'envisager l'effondrement de nos conditions de vie. L'influence de ces mythes techoscientistes sur notre *psyché* est d'ailleurs une des raisons pour laquelle la transition tarde à se manifester...⁽⁴⁾

Malgré tout, à rebours de ce récit culturel dominant générant du déni et des attitudes inconsistantes, un autre imaginaire se développe : celui du débranchement. Concrètement, il s'agit pour un nombre croissant de *transitionneurs* et *transitionneuses* de renoncer, de manière progressive, à tout ce que la matrice thermo-industrielle fournit (nourriture, vêtements, déplacements rapides, électronique, etc.) avant d'être obligé de subir des pénuries.

À la recherche de simplicité volontaire et d'autonomie, ils s'entraident pour retrouver des savoirs et des techniques qui permettent de reprendre pos-

session de leurs moyens de subsistance. À travers le monde, des milliers de projets voient le jour pour restaurer les rivières et les sols pollués, produire une nourriture saine, faire demeure, générer des énergies renouvelables, prendre soin des autres, apprendre autrement et s'organiser différemment.

Non seulement, les communautés en transition testent et expérimentent des pratiques de débranchement mais en plus elles articulent leurs expériences sous forme de récits qu'elles partagent lors d'ateliers d'échange ou de spectacles. En bref, elles se préparent à l'effondrement probable de la méga-machine et à la vie d'après en cultivant un nouvel imaginaire. C'est la clé. En se racontant des histoires d'une génération qui se serait affranchie des énergies fossiles et aurait appris à vivre dans un climat instable, elles se défont progressivement de l'emprise du réseau conceptuel et narratif proposé par le solutionnisme technocratique et ainsi créent les conditions pour l'émergence de nouveaux modes de vie.

Dans la trilogie au succès planétaire *MaddAddam*, l'auteure canadienne Margaret Atwood raconte les aventures de quatre adolescents avant, pendant et après un grand effondrement. L'histoire se déroule aux États-Unis dans un avenir proche où les entreprises ont pris le contrôle de tout et de tout le monde. Lorsqu'un personnage, nommé Crake, crée un nouveau virus, presque toute la population humaine est anéantie et la société néolibérale - dystopique - est remplacée par un monde post-apocalyptique.

Les trois romans mettent l'accent sur les pérégrinations de Jimmy, Toby, Zeb et Ren. Dans la société dystopique, ces personnages tentent de trouver leur propre place dans un monde corporatiste rempli d'animaux génétiquement modifiés, d'ex-condamnés violents et de bio-terroristes. Cependant, après la tragédie créée par Crake, leur principale préoccupation devient la survie. Après s'être retrouvés, ils commencent à former une nouvelle communauté. Cette communauté, à son tour, doit négocier les termes de son existence dans un monde peuplé d'animaux sauvages et de "Crakers", une espèce humanoïde génétiquement modifiée créée par Crake.

L'intérêt principal de *MaddAddam* pour la problématique qui nous occupe, le débranchement, ce sont les révélations finales sur le nouveau monde qui a émergé et sur les personnages qui ont pu trouver du sens dans cette bataille pour le futur de l'humanité. La trilogie d'Atwood peut en effet être comprise comme une alternative à la signification que nous donnons habituellement à l'apocalypse, celle de la révélation plutôt que de l'extinction, ou l'exploration imaginative d'autres possibilités plutôt que la fin de toutes possibilités⁽⁵⁾. En explorant des thèmes comme l'amour, l'espérance, la liberté et l'autonomie, Margaret Atwood nous raconte une "belle histoire" d'effondrement, concluant que sa trilogie est



Illustration : Amélie Fenain

« *une épopée non seulement d'un futur imaginé mais aussi de notre propre passé, une manière d'exposer comment les traditions orales de storytelling ont mené à des traditions écrites et finalement au sens de nos origines* »⁽⁶⁾.

Au-delà de ses aspects pratiques (le survivalisme), le débranchement passe donc aussi par une démarche, affective et intellectuelle, de travail sur le sens des mythes sur lesquels repose notre société. Il s'apparente alors au concept de « *décolonisation de l'imaginaire* » proposé par le philosophe Serge Latouche mais aussi de « *desprendimiento* » (désengagement) prôné par de nombreux intellectuels d'Amérique du Sud lorsqu'ils se sont rendus compte que le système colonial se perpétuait encore et toujours dans leurs pratiques politiques, culturelles, sociales et économiques près de deux siècles après les guerres d'indépendance. Cette démarche « *consiste, non pas à opposer ou tenter d'éviter l'ensemble de la matrice, mais à se détacher des valeurs (processus émotionnel de désengagement) qui lient ses éléments entre eux, à les séparer et les désolidariser (processus intellectuel de désengagement)* »⁽⁷⁾ afin de retrouver une capacité d'agir.

Et si tout en regardant l'effondrement droit dans les yeux, nous arrivions à nous raconter de belles histoires ?

Pablo Servigne et Raphaël Stevens

(1) N. Carr, « *Technology: Techno-fix troubles* », *Nature*, vol. 495, n° 7439, 2013, p.45.

(2) Voir J. Campbell, *Le pouvoir des mythes*.

(3) Paul Valéry, *Variété II*, Folio, 2012 (1929), p. 149.

(4) P. Servigne, R. Stevens, « *Alors ça vient ? Pourquoi la transition se fait attendre* », *Barricade*, 2014.

(5) R. A. Northover, « *Ecological Apocalypse in Margaret Atwood's MaddAddam Trilogy* », *Studia Neophilologica*, vol. 88, n°1, 2016, pp. 81-95.

(6) A. S. Greer, « *Final Showdown : MaddAddam, by Margaret Atwood* », *The New York Times*, 6/3/2013.

(7) Valeria Wagner, « *Récits à bascule : les cas de La Villa de César Aira et Embassytown de China Miéville* », *Eu-topias*, vol. 12, 2016, pp.119-130.

DOSSIER GUERRES ÉTRANGÈRES ET DOMINATION OCCIDENTALE : SILENCE RADIO, TOUT EST CLAIR !

Il y a certains sujets pour lesquels le doute n'est pas permis, même chez ceux qu'on penserait rétifs aux vérités consensuelles, engagés qu'ils sont dans des luttes qui semblent a priori contraires à la doxa. Partagée par l'ensemble du spectre politique, acceptée autant à « gauche » qu'à « droite », reconnue et appréciée par le patronat, la lecture des faits ferait l'objet d'un large consensus public qui l'érigerait en forme de vérité indiscutable. Le sujet qui doute et se questionne, du seul fait d'oser défier la « vérité médiatico-politique », serait dès lors l'objet d'une excommunication brutale et prompt, marqué de l'image du « réactionnaire », assimilé aux pires ennemis et coiffé désormais du sceau de l'infamie, accolé des pires substantifs (extrémiste, révisionniste, négationniste, conspirationniste, populiste...), qualificatifs qui éloignent d'emblée, par crainte de l'assimilation, ceux qui recherchaient une autre information.

Pourfendeurs des « vérités qui arrangent », les hérétiques seraient automatiquement associés au camp adverse. Nous avons nous-mêmes été frappées par les foudres de la bien-pensance, assise dans ses certitudes, alors que nous rejetions la vérité construite par le monde médiatico-politique au sujet de la Syrie. Dans le cas de cette guerre d'intérêt comme les autres, exprimer la manipulation des informations au profit des intérêts occidentaux vous place rapidement dans le camp des « pro-Bachar » ou des « pro-Poutine », et vous range définitivement dans la catégorie des non-crédibles.

Il est encore étonnant de voir comment, même parmi ceux qui se disent de gauche et se pensent « éclairés », nombreux décident d'arrêter leur pensée devant certaines zones qu'ils circonscrivent et définissent comme impraticables, comme si tout avait déjà été dit, que le terrain avait été longuement pensé par eux et que la conclusion était faite, une fois pour toutes. Sorte de terrain miné, espace « déjà-pensé » qu'il ne s'agirait aucunement de soumettre à l'exercice du doute, ou bien à le faire à ses risques et périls. Une fois la guerre passée et l'aveu des erreurs fait - Obama n'a-t-il pas déclaré que la guerre en Irak fut une erreur, déclaration pesante peu face aux centaines de milliers de morts -, la bien-pensance en serait déjà à avaler derechef les mêmes sornettes qui précipitèrent les interventions passées.

C'est que le sujet divise, là où nous devrions plus que jamais nous unir dans la lutte. Mais est-ce une division qui se fonde sur des points de divergence superficiels? Rien n'est moins sûr. Persuadé d'être à l'abri de la propagande, le citoyen perroquet des vérités rabâchées par les médias à longueur de journée, serait pourtant également « confectionné par les images »⁽¹⁾, réceptacle malgré lui, au même titre que d'autres habituellement non conscients d'être les sujets de la propagande occidentale. De façon toutefois plus pernicieuse dans le premier cas, car « ce qui fait la force d'un système idéologique est le degré auquel ses présupposés sont partagés par

ceux-là mêmes qui pensent en faire la critique la plus radicale »⁽²⁾. Les pourfendeurs habituels de l'ordre établi, opposés aux exclusions des chômeurs, aux centres fermés, aux violences policières, à la domination du patronat... seraient d'autant plus crédibles pour leurs acolytes qu'ils ont raison dans les autres domaines. N'est-ce pas pourtant dans les présupposés qu'ils partagent avec leurs ennemis, qu'on pourrait trouver le cœur idéologique de la domination ?

C'est ce que nous tenterons de creuser dans ce dossier, sans craindre d'approcher les zones interdites de la bienpensance, quitte à être taxé des pires qualificatifs, tentant de répondre à quelques questions, essentielles: par qui le terrain a-t-il été miné après avoir été soi-disant foulé par leur esprit⁽³⁾? D'où proviennent les informations qui ont permis au sujet de se construire une opinion ? Pourquoi certains sujets réveillent-ils des réflexes de défense chez un individu assuré d'être dans le vrai et certain de l'inutilité de tous questionnements, qui refuse de débattre et catégorise très vite son interlocuteur

par des traits associés à l'expérience allemande, le point Godwin frappant l'heure de la censure ?⁽⁴⁾ Si ce refus de penser semble être presque instinctuel, que sert-il ? Assure-t-il paradoxalement la continuité de la domination ?

Au fond, que cachent ces dichotomies simplistes ?

Dossier réalisé par Alexandre Penasse

- (1) Serge Halimi, Dominique Vidal, Henri Maler, Mathias Reymond, *L'opinion, ça se travaille... Les médias et les guerres justes*, Agone, 2000-2014.
- (2) Jean Bricmont, *Impérialisme humanitaire. Droits de l'homme, droit d'ingérence, droit du plus fort ?* Aden, 2005, p.105.
- (3) En d'autres termes, qui l'a pensé avant, pour le déclarer impensable ensuite.
- (4) « Instant d'une conversation où les esprits sont assez échauffés pour qu'une référence au nazisme intervienne » (Wikipedia).



Illustration: Marion Sellenet

DISTINGUER VÉRITÉ FACTUELLE ET INTÉRÊTS

Pour répondre aux différentes questions que pose l'acceptation consensuelle de certaines vérités établies par des individus que tout semble parfois opposer, il semble utile d'établir le fonctionnement général de celui qui est persuadé d'être dans le vrai et accepte d'emblée certaines « vérités médiatiques » qu'on lui sert, et montrer les confusions qu'il produit pour nous empêcher de penser et de connaître la vérité.

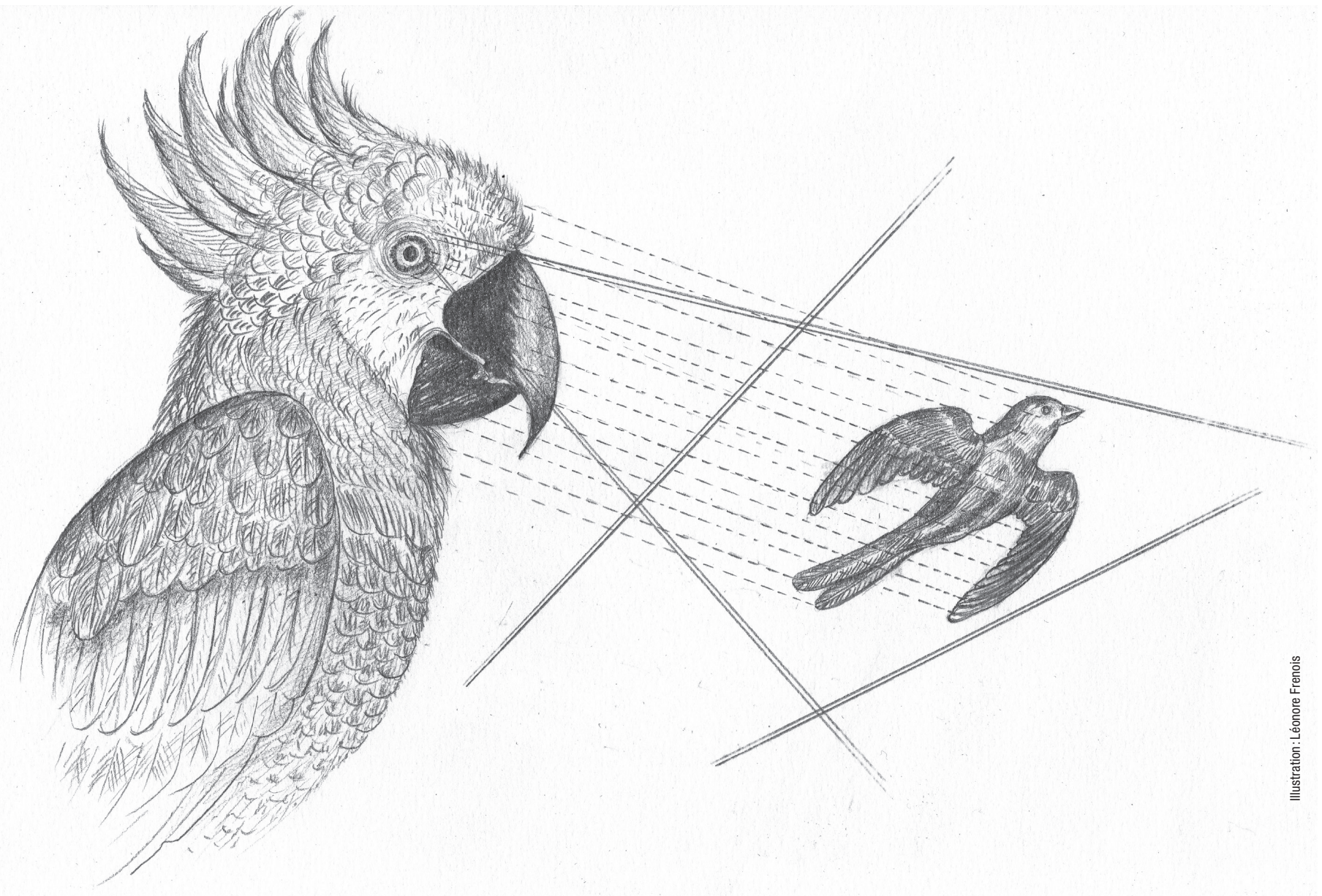


Illustration: Léonore Frenois

Le plus aisé, lorsqu'on est en désaccord avec l'analyse non-conformiste que développe un interlocuteur, n'est évidemment pas d'argumenter, et donc de prendre le risque de ne pas pouvoir défendre sa position ou même, parfois, de n'avoir rien à dire. Il est plus facile de catégoriser celui qui énonce quelque chose qui ne nous satisfait pas intellectuellement, comme membre d'un groupe socialement marqué, dans lequel « nazi », « négationniste », « facho » et tous les termes liés, auront une place de choix, la technique consistant à critiquer le messenger pour enlever toute valeur au message.

Cette tâche d'**assimilation** est rendue d'autant plus facile si l'on retrouve le type d'analyse que l'on donne nous-mêmes de certains faits, ou simplement

le doute sur la *vérité officielle*, sur des sites ou des ouvrages d'une organisation considérée comme indigne (le plus souvent d'extrême droite ou complottiste). Le message est également totalement décrédibilisé lorsqu'un autre support que celui d'origine publie un article avec lequel on était d'accord (par exemple si un article de source « sûre » que vous citez se retrouve sur un site d'extrême droite⁽¹⁾). C'est donc à une véritable contagion par la source qu'on assiste, qui voudrait qu'un site qualifié d'infréquentable, s'il publie certains contenus, rende automatiquement ces derniers identiques aux valeurs attribuées au contenant. Suite à l'attaque contre *Charlie Hebdo*, j'avais écrit un article « *Nous ne sommes pas tous Charlie* », suite à quoi un journaliste de RTL-TVI m'avait envoyé: « *Merci de retirer mon adresse de votre liste d'envoi. Veuillez garder vos saloperies*

pour vous, graine de fachos (...). Le dernier que j'ai envoyé paître comme ça, était membre du parti La Droite ! C'est dire! ».

UNE NUANCE OUBLIÉE?

La distinction essentielle que n'opèrent pourtant pas ceux qui ostracisent de suite celui qui a des idées contraires aux leurs, est celle entre la **vérité du propos** et les **intérêts** de celui qui les tient. Comme le dit Slavoj Žižek, les récits de certains faits, comme les scènes de pillages et de destructions qui ont eu lieu dans des banlieues noires suite au passage de l'ouragan Katrina à La Nouvelle-Orléans, même s'ils s'étaient avérés tous vrais, « *n'en demeureraient pas moins racistes et pathologiques,*

dans la mesure où ils n'étaient pas tant motivés par des faits que par des préjugés racistes et par la satisfaction de ceux qui se réjouissaient de pouvoir affirmer : "Vous voyez, c'est ça les Noirs, des barbares violents sous une couche de vernis civilisé !". En d'autres termes, nous aurions affaire à ce que l'on pourrait appeler le mensonge sous les traits de la vérité : même si ce que je dis est vrai sur le plan factuel, les motivations qui m'incitent à en parler sont biaisées ».⁽²⁾

Il est indéniable que les motivations à l'origine de ce que l'on dit doivent être questionnées, mais c'est un autre problème dès lors qu'il s'agit d'établir la véracité des faits. Assimiler les deux crée une confusion qui n'est guère profitable au travail de vérité, puisqu'en jetant le mensonge - les intérêts cachés, comme le racisme dans le cas cité -, on jetterait dans le même temps la vérité - les faits -, comme les scènes de pillages et destructions. Au fond, en renversant le problème qu'expose Žižek, qui lui se focalise dans son exemple sur les intentions du message, celui qui vous dit : « Tu n'es pas crédible car ce que tu dis, des individus malintentionnés le disent aussi », ou pire : « Si x le dit, je ne veux même pas savoir si c'est vrai ou faux », est également un menteur déguisé, car en rejetant le message en même temps que la source qui l'émet, il ne ferait qu'exprimer un désir de ne pas comprendre : il ne ment sans doute pas sur ses motivations conscientes - sur ses intentions -, mais risque de mentir sur le plan factuel - en refusant de comprendre, ce qui revient à mentir par omission.

L'excommunication, par l'intelligentsia française notamment, ou les antifascistes (antifas), est une pratique ancienne qui perdure. Pendant des décennies, les médias de masse de l'Hexagone ont ignoré Noam Chomsky, car l'intellectuel américain avait signé une pétition demandant à « l'Université et aux autorités de faire tout leur possible pour garantir la sécurité de Faurisson et le libre exercice de ses droits légaux »⁽³⁾. À l'époque, aucun des intellectuels associés à l'antitotalitarisme « n'a émis la moindre protestation face aux poursuites intentées à Robert Faurisson », pas plus qu'il « n'ai dit un mot pour s'opposer à la campagne de dénigrement dont était victime Noam Chomsky, alors qu'il n'était pas difficile de savoir ce qu'il s'était réellement passé (...) Cela laisse perplexe quant à la profondeur et la cohérence de leurs convictions antitotalitaires »⁽⁴⁾. C'était dans les années 80, mais ce n'est pas fini : alors que le lendemain de l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis, Noam Chomsky était invité à Paris pour y recevoir la médaille d'or de la société internationale de philologie, on apprenait que « la cérémonie devait se dérouler à l'Assemblée nationale, mais, du fait d'obscurités pressions, le groupe socialiste qui était censé l'accueillir a tourné casaque ».⁽⁵⁾ Chez nous en Belgique, c'est Michel Collon, Jean Bricmont, Bahar Kymiongur et d'autres qui sont objets de l'inquisition politico-médiatique. On les bannit, en même temps que ce qu'ils ont à dire. À force, nous ne nous étonnons plus que le réflexe soit : « S'il ne peut pas parler, c'est qu'il a des choses intéressantes à dire », ce qui n'est évidemment pas toujours le cas et profite

à des organisations nationalistes et xénophobes, « antisystème », dont l'intelligentsia disait pourtant vouloir se protéger. Faut-il à ce stade rappeler que la lucidité d'une personne dans un domaine ne se propage pas nécessairement aux autres domaines. De ce fait, l'ineptie des propos de Bricmont sur l'agriculture biologique, les OGM, la décroissance et l'anti-productivisme... ne nous empêche pas de reconnaître ses analyses fines et étayées sur la géopolitique, le lobby israélien, la censure médiatico-politique. Son manque de lucidité sur certains sujets n'irradie pas l'ensemble de sa pensée, il n'est pas un modèle parfaitement cohérent.

Pour revenir à cette distinction fondamentale entre vérité des propos et intérêt à les dire - ou vérité des propos et intérêt à les rejeter -, elle indique qu'il faudrait donc pouvoir pleinement adhérer au contenu d'une phrase même si elle est dite par un ennemi politique, comme par exemple celle-ci : « Les États-Unis d'Amérique n'iront jamais prétendre que les dissidents déchaînés préfèrent leurs chaînes, ni que les femmes acceptent volontiers l'humiliation et la servitude », émanant de George W. Bush lors de son discours d'investiture à la Maison blanche en 2005 ; il faudrait donc reconnaître sa pertinence, « tout en prenant acte du fait que la politique du président américain n'a jamais suivi »⁽⁶⁾, et que, donc, l'utilisation du langage était intéressée, perpétuant le mythe du désintéressement humaniste qui occulte l'impérialisme occidental. Comme il faudrait pouvoir reconnaître que Donald Trump avait, dans son programme politique lors de sa campagne, des propositions pertinentes et d'une certaine façon : subversives. Le dire n'est pas « défendre » Donald Trump, mais proposer une analyse dans laquelle on tente notamment de saisir pourquoi les médias dominants n'ont presque jamais évoqué ses propositions, pour se focaliser sur les autres, et ainsi comprendre certaines des raisons qui ont fait que le nouveau président a pu séduire la classe populaire. Ignacio Ramonet ose l'explication : « Aux yeux des couches les plus déçues de la société, son discours autoritaro-identitaire possède un caractère d'authenticité quasi inaugural. Nombre d'électeurs sont, en effet, fort irrités par le "politiquement correct" ; ils estiment qu'on ne peut plus dire ce qu'on pense sous peine d'être accusé de "raciste". Ils trouvent que Trump dit tout haut ce qu'ils pensent tout bas (...) Le candidat républicain a su interpréter, mieux que quiconque, ce qu'on pourrait appeler la "rébellion de la base". Avant tout le monde, il a perçu la puissante fracture qui sépare désormais, d'un côté les élites politiques, économiques, intellectuelles et médiatiques; et de l'autre côté, la base populaire de l'électorat conservateur américain. Son discours anti-Washington, anti-Wall Street, anti-immigrés et anti-médias séduit notamment les électeurs blancs peu éduqués mais aussi - et c'est très important -, tous les laissés-pour-compte de la globalisation économique »⁽⁷⁾.

La gauche bien-pensante réagira rapidement, par son habitude d'assimilation, en associant Ignacio Ramonet à Trump: « Ignacio Ramonet trumpisé ? ».⁽⁸⁾ Reconnaître chez l'« ennemi » un propos pertinent nous mettrait d'emblée dans son camp. C'est

comme si les révélations d'Edouard Drumont fin du XIX^e siècle avait perdu toute valeur parce qu'il était considéré comme antisémite, et que les faits d'escroquerie avérée autour de la construction du canal de Panama et la corruption de la presse et des politiciens en perdaient tout intérêt : « Je ne veux pas le savoir ». On retrouve des traces récentes de ce réflexe d'assimilation, comme chez le premier ministre Manuel Valls, qui, alors « que les services secrets syriens sont venus lui proposer la liste de tous les djihadistes français opérant en Syrie », aurait répondu: « Pas question, nous n'échangeons pas de renseignements avec un régime tel que la Syrie »⁽⁹⁾. Entre une collaboration dans le dessein d'épargner des vies et des attentats, la France a choisi... Chacun son camp. De même, lorsqu'un rapport de l'Agence de Renseignement du Ministère de la Défense (DIA) tentait de prévenir l'Exécutif américain que la chute d'Assad allait mener à un chaos identique à la Libye, les œillères et les bouchons étaient de rigueur. Le directeur de la DIA entre 2012 et 2014, indique que le rapport fut repoussé avec force par l'administration Obama : « J'ai eu l'impression qu'ils ne voulaient tout simplement pas entendre la vérité ».⁽¹⁰⁾

Précisons donc ici : si des sites qualifiés d'extrême droite reprennent des analyses sur le conflit syrien ou tout autre sujet de controverse, cela n'indique pas qu'elles n'ont aucune pertinence et qu'elles sont d'emblée fausses. Par contre, l'intérêt de ces sites à passer une telle information est certainement différente de la nôtre. Ils voient sans doute dans la « défense » du peuple syrien une façon de séduire l'électorat populaire, première victime de la mondialisation, en feignant de maintenir le danger à distance, loin des pays européens alors qu'ils pratiquent des politiques économiques défavorables aux classes populaires comme aux peuples étrangers dominés.

On pourrait de même prendre des exemples hors de la sphère géopolitique. Ainsi, si les défenseurs de François Fillon voient dans l'acharnement contre leur candidat une manœuvre politico-médiatique alors que les médias dominants semblaient épargner Emmanuel Macron, ce n'est pas parce que nous sommes opposés à la politique de Fillon que nous devons rejeter ce constat. En outre, ne concéder aucune vérité à l'ennemi plutôt que le desservir peut lui être utile, faisant de lui une victime, un « candidat antisystème » porteur de nouvelles politiques. On néglige alors l'essentiel, qui dans ce cas est de faire la critique des vieilles recettes ultralibérales surannées qu'un candidat ressert, tout comme le fait de montrer que ceux qui s'opposent sont plus proches entre eux qu'on ne le pense.

Le bien-pensant constamment soucieux de savoir ce que les autres pensent de lui, serait malade d'admettre que ses ennemis peuvent parfois avoir raison. Incapables de le faire, puisque ce serait les assimiler à eux, il assimile alors ceux qui en sont capables à ses ennemis. Il n'a pas le courage de penser seul et préfère prendre le risque de se tromper collectivement.

(1) Ils le disent eux-mêmes clairement : « Voir son nom apparaître [ils parlent de Djordje Kuzmanovic, membre du PG de Mélenchon] dans les auteurs du site internet de Michel Collon est un point d'alerte notable. » Michel Collon qu'ils assimilent de suite à d'autres : « Michel Collon vous voyez non? Lui là en bonne compagnie avec Thierry Meyssan et Dieudonné » (photo sur le site). Et d'ajouter pour celui qui n'aurait pas compris : « un membre du bureau national du PG écrit donc bien des articles sur le site internet d'un type qui organise avec l'extrême droite des conférences de soutien à des dictateurs ». CQFD. Trouvé sur le site du doux nom Les Morbacks Vénus: antifas et révolution, dans le pure style poétique des antifascistes... <http://www.parasite.antifa-net.fr/puisqualexiscorbierela-ramene-parlons-de-djordje-kuzmanovic/>

(2) Slavoj Žižek, *Violence, Au Diable Vauvert*, p.138.

(3) Chomsky, l'Herne, 2007, p.281.

(4) Jean Bricmont, *La République des censeurs*, L'Herne, 2014, pp. 72-73.

(5) *Philosophie Magazine*, mars 2017.

(6) Slavoj Žižek, *Ibid.*, p.160.

(7) <http://www.medelu.org/Les-7-propositions-de-Donald-Trump>

(8) <https://blogs.mediapart.fr/philippe-corcuff/blog/081116/ignacio-ramonet-trumpise>

(9) <https://francais.rt.com/france/10682-manuel-valls-refus-liste-djihadistes-squarcini>

(10) "Échanges entre militaires" : les révélations de Seymour Hersh sur la Syrie, <http://www.les-crisis.fr/echanges-entre-militaires-par-seymour-hersh/#VoEMgKFJAAdl.facebook>. Pour ceux qui useront des mécanismes décrits dans notre article, nous leur suggérons de rejoindre l'équipe Décodex de l'intelligentsia du Monde (qui avait classé le site les-crisis.fr dans le rouge), et de les aider à parfaire leur « outil de vérification de la fiabilité des sources », qu'ils feraient bien de s'appliquer à eux-mêmes...

UN POINT D'ACCORD ENTRE TOUS : NOTRE « SUPÉRIORITÉ »



Si nous arrivons là à un point d'explication où nous comprenons les processus qui mènent au rejet de la source et du message, cela semble incomplet. Il faut comprendre les ressorts psycho-sociaux qui justifient cette aisance à rejeter certaines informations qui devraient pourtant, pour celui qui voudrait faire preuve d'honnêteté intellectuelle, être examinées. Il faut alors peut-être à ce stade oser l'hypothèse que cet empressement à accepter la vérité qui arrange, autant par des mouvements se disant anticapitalistes que par des partis libéraux de droite, des « socialistes » professionnels, des chefs d'entreprise, etc., provient de l'existence d'un fond commun identique.

Le terreau qui transcenderait les différentes idéologies serait celui d'un sentiment, conscient ou pas, clair ou diffus, d'une supériorité occidentale. Ce **racisme impérialiste**, ou ethnocentrisme, est relativement complexe, car il ne prend pas les mêmes formes et varie en fonction du niveau d'acceptation assumée d'une supériorité occidentale. L'ethnocentriste peut être contre la guerre mais acquiescer - sans penser le présent, sans tenir compte des enseignements du passé - aux justifications que le pouvoir donne aux guerres; il peut ne pas être vraiment favorable aux ingérences étrangères dans un pays souverain mais trouver que c'est là la moins pire des solutions; tout comme il peut être génétiquement programmé pour défendre toute intervention étrangère. Mais quelle que soit leur position, tous, consciemment ou non, considèrent l'ensemble des pays sur un continuum où certains seraient en avance (ou « plus développés ») sur d'autres : la Belgique ou la France par rapport à l'Inde ou au Burkina Faso par exemple.⁽¹⁾

En fonction du fait qu'on l'assume ou pas, ce racisme impérialiste prendrait donc différentes formes, mais dans tous les cas il ne pourra être admis, à la fois chez les classes supérieures nanties, qui veraient leurs prétextes balayés par les vraies raisons de leur sollicitude publique mises au grand jour,

comme chez l'intelligentsia de gauche, constamment prise dans une double pensée, cette schizophrénie qui la caractérise et rend improbable toute reconnaissance de l'évidence, capable de reconnaître le rapport entre classes exploiteuses et exploitées à l'intérieur d'un pays, mais incapable d'admettre que le Sud « sous-développé » s'inscrit dans un seul et unique système incluant un Nord « développé » et que la pauvreté du premier ne va pas sans la richesse du second. Cette évidence est impossible à reconnaître pour tous les guerriers de la « lutte contre la pauvreté » qui entretiennent ce doux fantasme du « *tous riches un jour* », métaphore de la Loterie nationale, occultant le fait qu'ils espèrent surtout eux-mêmes le rester⁽²⁾. Ils ne vont donc évidemment pas reconnaître que sans le Sud, pas de Nord, donc pas de richesse scandaleuse fondée sur l'exploitation de la main-d'œuvre et de la nature. Ce déni a façonné les patrons de Zara ou H&M, de Total, de Zuckerberg, de Gates... et tous leurs intermédiaires, minoritaires, qui profitent de l'exploitation de la terre et des hommes; sans le « Sud », exit aussi les *distracteurs* pour classes moyennes et populaires du Nord, qui s'éloignent toujours plus du changement véritable par la carotte du « pouvoir d'achat » : bagnoles, smartphones, tablettes, écrans et autres gadgets. Les véritables changements qu'engendrerait cette conscience en acte leur feraient perdre la plupart de leurs gadgets mais gagner en liberté, en autonomie, en temps libre, en faculté de penser et de rencontrer l'autre.

Chez tous ceux qui se réclament du « progressisme », nous touchons à un refoulé profond. La plupart n'acceptent pas en effet que, comme Occidentaux, nous avons tous un peu été baignés dans une culture du racisme, racisme qui ne se montre pas sous les traits les plus brutaux du *skinhead* ou du *hooligan* - dont la posture a parfois plus à voir avec le psychisme individuel qu'avec la structure sociale - mais dans les pratiques culturelles communes acceptables et acceptées, d'autant mieux qu'elles sont parfois paradoxalement dans la logique subjective qui les a fait naître, l'expression sincère d'une

véritable volonté d'altruisme. Ce doux racisme n'en est pas moins prégnant, dans la sollicitude du blanc bienveillant, le « caritativisme » et l'aide occidentale envers les pays « sous-développés », dans l'adoption en Haïti - et ailleurs - d'enfants qui ont encore leurs parents, ces derniers n'ayant pas les moyens de s'occuper d'eux. Ce petit noir, accueilli par l'homme blanc bienveillant, dont la présence n'étonne plus guère : il fait partie du cadre, comme le clodo dans nos rues. On ne s'étonne plus que l'inverse est, si pas impossible, extrêmement rare : qui connaît un enfant belge adopté par une famille congolaise? On entend déjà les cris d'orfraie: « *Mais que feraient-ils les pauvres, sans notre bienveillance occidentale, notre charité?* » (tout comme « *mais que feraient les clochards sans la soupe populaire, les restos du cœur* »...). Le patronat et les grosses fortunes en sont bien conscients et apprécient, eux qui ont tous leur fondation et œuvre caritative de prédilection, certains qu'ils pourront continuer à s'enrichir en distribuant leurs miettes. Certes, on tend la main à la personne qui est au bord du précipice et on ne peut donc condamner l'adoptant mais il faut révéler que l'acte micro-sociologique de l'adoption - comme de toute aide basée sur ce rapport inégal - s'inscrit dans un cadre structurel ethnocentriste où l'Occident accueille les êtres des pays qu'il a détruits et continue à détruire: il est donc sympathique de tendre la main, encore faut-il arrêter de creuser le trou, pour enfin arriver à un échange égal où, si abnégation et sollicitude il y a, elle se fera dans les deux sens: nous verrons alors aussi des petits blancs orphelins accueillis par des familles africaines⁽³⁾.

Le racisme de la domination occidentale, c'est celui qui est omniprésent dans le discours guerrier et impérialiste des États-Unis, que l'Europe suit le plus souvent béatement. Il est explicite chez les esprits guerriers arrogants qui poussent à l'interventionnisme; il est latent et refoulé chez ceux qui n'appellent pas explicitement à la guerre - les défenseurs de Droits de l'homme et autres guerriers de l'injustice -, mais ingèrent les médias-mensonges comme on boirait un breuvage plaisant, avec une telle facilité que cela ne peut qu'être le fait d'un système de pensée prêt à les recevoir, sans chercher plus loin d'où ils viennent. Ils cautionnent donc, en relayant la propagande médiatico-politique, dont les intérêts économiques à ce que de telles guerres aient lieu sont patents, des actes illégaux et illégitimes, à l'instar des bombardements d'un pays souverain comme la Syrie, par les États-Unis, la France ou la Belgique. Certains (les esprits guerriers) acceptent qu'on aille bombarder les « barbares », les « sous-développés », et d'autres (les droitsdelhomnistes) arguent : « *Tous dans le même camp, [Occident/Non-Occident] allons sauver les victimes de Hussein, Kadhafi, Milosevic, Assad...* ». Il y a chez les uns et les autres une forme génétique d'impérialisme - dominant chez les premiers, récessif chez les seconds - dont ils n'ont pas encore pu se défaire par ce que Raymond Williams appelait le « *désapprentissage de l'esprit spontané de domination* »⁽⁴⁾.

Tout cela donnant lieu à un ensemble de réflexes spontanés, fermetures intellectuelles, nau-sées d'inepties et de comportements haineux, sophismes et vilénies, évidences qui n'en sont pas, tout sauf une recherche intellectuelle, chez des sujets qui, quand on tente de leur dire que « *c'est peut-être plus compliqué* », réagissent comme un adolescent dont on aurait insulté la mère.

LES ÉVIDENCES QUI N'EN SONT PAS...

La certitude fait donc naître des propos qui semblent tomber sous le sens de l'évidence. Mais à creuser, nous découvrons qu'il n'en est rien et que ces « évidences » sont des sophismes.

1. Une première évidence qui n'en est pas, est assez simple: si nous distinguons les intentions du messageur de la véracité du message et que nous acceptons la proposition contenue en début d'article, à savoir qu'il faut pouvoir adhérer au contenu de la phrase de Bush « *Les États-Unis d'Amérique n'iront jamais prétendre que les dissidents déchaînés préfèrent leurs chaînes, ni que les femmes acceptent volontiers l'humiliation et la servitude* », tout en reconnaissant l'exact contraire dans la réalité, nous prenons acte, nous rapportant aux allégations actuelles sur la Syrie - mais aussi des enseignements du passé avec le Kosovo, l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, dont la propagande est plus ou moins identique :

- a) que les « informations » données par la presse dominante⁽⁶⁾ et leurs allégations explicites de venir en aide à un pays, n'ont jamais été suivies d'effets politiques dans le réel, autres que des destructions et saccages de nations, qui ont profité aux intérêts des plus puissants ;
- b) que, tenant compte du point a, même si la véracité des faits devait être prouvée, nous avons affaire à un « mensonge sous les traits de la vérité », car révéler les exactions et tortures, par exemple d'un dirigeant, n'a pas d'intérêt en soi pour le pouvoir médiatico-politique occidental - qui n'en a cure des potentielles victimes⁽⁶⁾ -, pour qui elles ne sont que des leviers, des moyens comme d'autres pour intervenir militairement. Les seuls intérêts sont économiques (implicites) ;
- c) que, compte tenu du point b, il y a de fortes probabilités pour que le pouvoir, soucieux de satisfaire ses intérêts implicites, s'il ne trouve pas de faits probants d'exactions, en invente⁽⁷⁾ ;
- d) qu'une information peut en cacher une/des autre-s: ainsi, l'identification du « despote non-occidental » englobera toutes les autres informations, intéressantes mais souvent dérangeantes pour l'ordre occidental (par exemple concernant Mouammar Kadhafi et son soutien aux indépendances africaines ou son intention de créer un fonds monétaire africain, le niveau de vie du pays par rapport aux autres pays africains avant l'intervention occidentale...);
- e) que l'impérialisme se fait dans un sens et que la désinformation est nécessaire à la justification des guerres : si les médias non-occidentaux font également de la propagande, leur impact est bien moindre dans la construction de la pensée de la population occidentale. Cette propagande est par ailleurs au service des marchands d'armes, patrons de télécom et autres hommes d'affaires qui n'ont comme seul souci que celui de faire fructifier leur fortune.

2. Une seconde évidence serait celle que nous pourrions juger de ce qui est bon ou mal chez l'autre, de sa façon d'agir, conforme ou non à nos valeurs, et d'envoyer chez ceux qu'on veut aider - mais pas tous, comme la Palestine par exemple - quelques avions de chasse pour les libérer,



Illustration: Aurélie Garnier

comme si nous étions Dieu, nous qui sommes si bons. De nouveau, dans un rapport égalitaire, il s'agirait de permettre à l'autre de le faire également... mais étant dans un échange inégal, l'Autre toujours considéré comme inférieur, il n'y a que le maître occidental qui puisse dicter ses conduites à l'élève. Il n'y a pourtant pas pire que l'Occident dans la destruction des peuples et la colonisation marchande du globe. Il faudrait donc balayer devant sa porte avant de donner des leçons. Mais parler du mal chez l'autre, comme abonder de discours éthiques sur nous-mêmes et nos valeurs, remplissent une même fonction: ils sont un vernis sur nos abominables actions. Et nous rassure que nous pouvons continuer ainsi.

3. Troisième fausse évidence : il ne faudrait pas se fier à ce qu'on entend mais uniquement aux faits. Or, à des milliers de kilomètres et nourris par les seules informations des médias de masse qui, pour la Syrie par exemple, ne sont pas plus sur place que les organisations non gouvernementales, les seules deux solutions qu'il nous reste pour tenter de construire la vérité, semblent donc être de se faire une idée parmi les récits des journalistes indépendants qui se sont rendus en Syrie, ou les habitants, quand ils ne sont pas des terroristes - « rebelles » pour les médias dominants - déguisés en civils. A ce sujet, le témoignage d'Eva Bartlett devant l'ONU est édifiant⁽⁸⁾, mais plus que ce qu'elle dit, ce sont les réactions de la bien-pensance occidentale qui en disent long: directement estampillée à la solde de la Russie pour avoir publié des articles sur Russia Today (RT), la journaliste canadienne ne se laisse pas désarçonner et met en évidence le deux poids deux mesures des médias occidentaux, pour lesquels on devient dérangeant quand on arrête de tenir le discours qu'il faut, et qui cherche alors à trouver les « preuves », cette fois la russophilie de la journaliste... : « *Que je décrive ce que je vois en Syrie lorsque je suis sur le terrain, quand je parle aux civils, et écrive parfois pour RT, est soudain devenu un problème pour ces mêmes personnes qui me soutenaient quand j'écrivais depuis la Palestine, depuis Gaza [...] Je suis pigiste et j'écris pour qui je veux* ». ⁽⁹⁾ On en revient à l'assimilation que nous évoquions plus haut, à ceci près que le retournement dont parle Eva Bartlett indique que cette confusion du messageur et de la source

(dans ce cas, du support du message, à savoir Russia Today), est purement stratégique, puisque quand l'information n'était pas dérangeante, on ne la faisait pas.

Michel Onfray pâtira également de la vindicte qui s'abat sur ceux qui ne disent pas ce que la nomenclature médiatique veut entendre (nomenclatura qui, faut-il le rappeler, travaille pour des médias appartenant aux familles les plus fortunées) : « *Il aura donc suffi qu'au détour d'un entretien au Point, Michel Onfray ait eu le malheur de rappeler que tout intellectuel digne de ce nom devrait évidemment toujours préférer une "analyse juste" (serait-elle formulée, écrivait-il, par Alain de Benoist) à une "analyse injuste" (serait-elle le fait de BHL) pour qu'il se retrouve immédiatement au centre d'une tourmente médiatique proprement ahurissante* ». Jean-Claude Michéa en tire les conclusions qu'il faut : « *Pour l'intelligentsia de gauche moderne, la fée d'hier est toujours susceptible de devenir la sorcière d'aujourd'hui*⁽¹⁰⁾ (...) et, ensuite, cette intelligentsia n'a clairement pas avancé d'un pouce depuis l'époque où elle proclamait fièrement qu'elle préférerait "avoir tort avec Sartre que raison avec Aron". Voilà qui vérifie une fois de plus, si besoin était, la prophétie bien connue d'Orwell : "Le véritable ennemi, c'est l'esprit réduit à l'État de gramophone, et cela reste vrai que l'on soit d'accord ou non avec le disque qui passe à un certain moment" ». ⁽¹¹⁾

L'Occident se raconte une histoire, il se la raconte tous les jours via ses organes de propagande ; nous nous la racontons tous les jours à nous-mêmes, gramophones reliés, lorsque nous nous persuadons que « *tout est normal* » et que ce qui survient d'inattendu n'est qu'accident. Or, l'accident fait partie de la norme qui le produit et c'est l'idéologie, qui fait tenir ensemble la structure, qui lui donne les attributs de l'accident. « *L'expérience que nous avons de notre propre vie, l'histoire que nous nous racontons à nous-mêmes afin de justifier ce que nous faisons, est fondamentalement, un mensonge. La vérité est ailleurs - elle réside dans nos actes* »⁽¹²⁾. Il suffirait que nous arrêtions d'y croire. Pourtant, celui qui ose nommer le fait que ce n'est pas la réalité qu'on nous dit, mais son spectacle qui se joue, est condamné par l'inquisition occidentale.

(1) Croyance qui contient deux dénis: celui de la participation du « Nord » dans le sous-développement du « Sud », et celui de la reconnaissance du mode destructeur de notre civilisation occidentale qu'il serait impossible de généraliser, d'où l'impossibilité cognitive pour les thuriféraires de l'aide au développement de reconnaître qu'une croissance infinie dans un monde fini est une impossibilité, et donc que le développement est une idéologie universellement irréalisable.

(2) « *En 1996, pratiquement deux tiers des Américains (64%) âgés de 18 à 21 ans pensaient qu'il était "très probable" ou "assez probable" qu'ils deviennent riches (...). Dix ans plus tard, ils ne l'étaient toujours pas: la part de la population gagnant 100 000 dollars par an avoisinait 7%. Bien entendu, il reste à cette cohorte particulière encore un peu de temps, mais le fait est là: dans une société où seulement 7% de la population gagne 100 000 dollars par an, le fait que 64% de cette population s'imaginent pouvoir rejoindre ces 7% relève d'une profonde erreur de jugement.* » Michaels, W.B., *La diversité contre l'égalité*, op.cit., p.137. L'auteur continue ensuite sur la similarité entre cette

croyance et l'illusion propagée par des émissions comme *American Idol* (nous dirions The Voice). Le propos est d'un intérêt majeur.

(3) Ajoutons que cette comparaison Nord-Sud permanente, nourrit l'aliénation du sujet indigent du Nord qui, voyant par la comparaison internationale toujours plus pauvre que lui - il y a maintenant des échelons en dessous du dernier sur lequel il reposait - se voit comme « supérieur ». Les écrits d'Albert Memmi, analysant ce contexte sociologique de mise à proximité rendu possible par la colonisation, sont en ce sens d'une formidable pertinence : « *Le petit colonisateur, le colonisateur pauvre se croyait tout de même, et en un sens l'était réellement, supérieur au colonisé ; objectivement, et non seulement dans son imagination* ». Albert Memmi, *Portrait du colonisé. Portrait du colonisateur*, Editions Gallimard, 1985, p.16.

(4) Raymond Williams, *Culture and society*, 1963, p. 376, cité dans Saïd E.W., 1980, *L'orientalisme, l'Orient créé par l'Occident*, Seuil, 1980, p. 51.

(5) Voir notamment *L'opinion, ça se travaille*, Ibid., qui contient de nombreux exemples du travail de propagande médiatique.

(6) Comme disait un caricaturiste faisant dialoguer deux personnages: « *Il faut que la violence s'arrête pour qu'on puisse continuer à s'en foutre* ».

(7) Voir à ce sujet l'excellent documentaire de la chaîne parlementaire LCP « *Mensonges, guerre et vidéo* », https://www.youtube.com/watch?v=x8sg0Dqc3_1, où l'on voit la délirante construction de la « preuve » (les armes de destruction massive, et la fameuse fiole de Colin Powell brandie devant le conseil de sécurité de l'ONU).

(8) <https://francais.rt.com/international/30587-onu-journaliste-dement-rhetorique-presse-syrie>

(9) <https://francais.rt.com/international/30905-medias-contre-realite-syrie-eva-barlett>.

(10) Ou la sorcière d'hier la fée d'aujourd'hui. Pensons à Bart de Wever dans les médias et discours politiques avant et après les élections.

(11) Jean-Claude Michéa, *Notre ennemi le capital*, Climats, p.211.

(12) Slavoj Žižek, *ibid.*, p.69.

« REFUGEES WELCOME » : PATRONS ET CLASSE MOYENNE BOURGEOISE MAIN DANS LA MAIN

Ayant activement accompagné la rhétorique guerrière, ou n'ayant passivement rien fait pour pourfendre la désinformation qui la nourrit (qui est, qu'on le veuille ou non, une forme d'acte guerrier aussi), les uns et les autres pourront désormais récolter les louanges que reçoivent habituellement les sauveurs⁽¹⁾ : « *Refugees Welcome* ». La bourgeoisie de gauche, celle de la manifestation post-Charlie du 11 janvier à Paris⁽²⁾, comme celle des capitales européennes brandissant leurs pancartes accueillantes, ne cherche le plus souvent pas à éradiquer les vraies structures à l'origine des émigrations massives des pays dominés.

De même qu'on ne pourrait considérer comme raisonnable le fait que tous les Maliens accueillent les Belges, une fois que la centrale de Tihange aura ex-

posé, s'ils investissaient dans un même temps dans nos centrales nucléaires, on ne peut, sans faire des genuflexions qui demandent une souplesse intellectuelle particulière, se satisfaire de l'accueil béat des réfugiés des pays qu'on détruit. Ainsi, « *la solution n'est pas d'abattre les murs et de laisser entrer tout le monde* », comme le scandent dans leur idéalisme simpliste les gentils "gauchistes" à la mode libérale. Non, la solution viable serait d'abattre le vrai mur : non pas celui érigé par les services de l'Immigration, mais le mur socio-économique. Autrement dit, de changer la société afin que les gens ne cherchent plus désespérément à fuir de chez eux »⁽³⁾. Mais cela demande sans doute un peu plus d'effort que de scander « tous bienvenus », surtout quand on appartient à une classe moyenne qui ne pâtira nullement de l'arrivée massive de réfugiés, mais en tirera plutôt profit. Ainsi, « *un sondage paru le 2*

septembre 2015 a montré que plus on est pauvre et jeune, plus on est réticent à l'arrivée des réfugiés, alors que plus on est riche et vieux, plus on y est favorable (sondage Elabe pour BFMTV). "Salauds de pauvres !" diront les grands médias et leurs vedettes (...) Mais les classes supérieures (...) pourront bien évidemment donner des leçons de morale, et renvoyer toute objection à l'extrême droite ; les écoles privées sont là, par exemple, pour mettre leur progéniture à l'abri des conséquences sociales de leurs bons sentiments narcissiques »⁽⁴⁾.

La Fédération des entreprises de Belgique (FEB) elle-même n'avait-elle pas vu la terrible opportunité « *à saisir cette occasion et à offrir une chance à des demandeurs d'asile ou réfugiés au sein de votre entreprise* »⁽⁵⁾. La « chance » évidemment n'est pas celle de ces réfugiés amenés à être exploités



Illustration: Louise Hendrickx

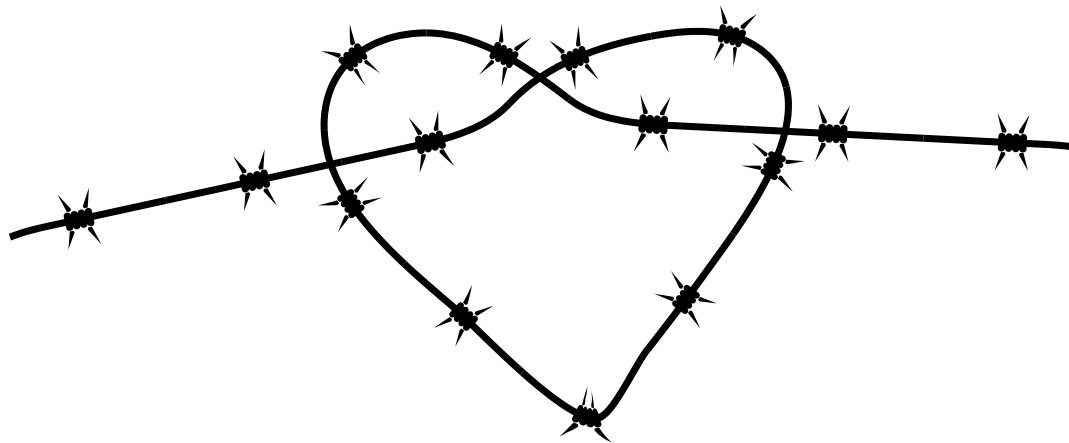


Illustration : Christophe Nottet

pour un montant encore inférieur à leurs collègues belges et prêts à accepter des conditions de travail bien plus dures, mais celle des patrons ne voyant que des profits plus grands générés par une plus forte concurrence entre travailleurs. Les patrons qui auront créé le racisme qui s'ensuivra, auront donc réussi notamment quatre choses :

- augmenter leur profit et l'inégalité - ce qu'ils appellent la « compétitivité » entre travailleurs ;
- donner l'illusion de leur magnanimité et de leur intérêt pour le sort des réfugiés ;
- faire oublier comment leur politique - guerrière, extractiviste, de mise en concurrence des travailleurs - est la cause des mouvements de population ;
- détourner la colère du salariat sur les réfugiés, alors que l'un et l'autre devraient lutter côte-à-côte contre le patronat.

Ils créent donc le racisme tout en feignant de le combattre. Ou plutôt, ils ne combattent pas les manifestations du racisme qui sont des conséquences secondaires directes d'un système inégal, mais prônent la « diversité », celle du *black* dans les conseils de directions, ou de la parité homme-femme au conseil d'administration de Wall-Mart, ou du quota de réfugiés parmi leurs employés, qui ne remettent nullement en question leur système d'exploitation.⁽⁶⁾ Anti-racisme qui ne demande donc que peu d'engagement, à part celui de pouvoir supporter les cocktails mondains, ou la marche et la pluie éventuelle lors des trajets « manifestifs » balisés entre deux points de la ville, ne remettant aucunement en question l'iniquité du système socio-économique, au contraire de l'engagement véritable pour la fraternité entre les peuples.

La bonne pensée bourgeoise verra évidemment tout de suite dans ces propos une dérive droitière, une fermeture à la « multiculturalité », en faisant peu de cas de nos arguments, elle qui dans ce genre de cas n'en a cure de la raison et réagit de façon instinctive, voyant du Le Pen partout. Il faut pourtant rappeler que nous rejetons cet ersatz de collectif, cette unité de monades dont le pouvoir se complait à merveille⁽⁷⁾, au profit d'une véritable association d'êtres divers et unis qui reconnaissent où est le pouvoir et veulent le combattre, sans occulter le fait que nous sommes aussi dominés dans nos esprits, peu ou prou : « *L'arme la plus puissante de l'opresseur se trouve dans l'esprit de l'opprimé* » disait Steve Biko.

Déjà, en 1864, face à la stratégie patronale de casser les grèves en faisant venir des ouvriers étrangers, le syndicat anglais, soucieux d'unir les classes industrielles des différents pays, écrivait : « *Nous espérons que de tels rapports s'établiront bientôt et auront pour résultat d'élever les gages trop bas au niveau de ceux qui sont mieux partagés, d'empêcher les maîtres de nous mettre dans une concurrence qui nous rabaisse à l'état le plus déplorable qui convient à leur misérable avarice* ». Par ailleurs, il se prémuissait déjà de toute accusation de dérive xénophobe en signalant : « *La faute n'en est certes pas aux frères du continent, mais exclusivement à l'absence de liaison systématique entre les classes industrielles des différents pays* ».⁽⁸⁾

Dirigeants patronaux et antiracistes primaires se rejoignent ainsi sur cette question. Car à dénoncer ceux qui essaient de montrer que les combats dits sociétaux (contre le racisme, le sexisme, l'homophobie...) servent souvent à dissimuler les luttes sociales réellement émancipatrices, patrons et antistes font une seule et même chose : ils mènent un faux combat « multiculturaliste » où le « respect » pour l'autre dissimule le plus souvent un irrespect profond, et l'antiracisme un racisme impérialiste ; où l'on impose le plus souvent un universalisme dès le départ alors que l'universalisme véritable « *est toujours le résultat d'un processus dialectique et de luttes politiques menées en commun* ».⁽⁹⁾ Or, « *le problème de la lutte multiculturaliste politiquement correcte contre le racisme n'est pas son antiracisme excessif, mais son racisme dissimulé* ».⁽¹⁰⁾

L'ENNEMI NÉCESSAIRE

Au fond, il est plus important, plutôt que de regarder les actions des dirigeants étrangers dans leur pays (en Irak, en Libye, en Syrie...), de voir ce que cette focalisation sur cet ailleurs permet d'occulter dans nos propres pays. Ainsi, pour ceux qui ne seraient convaincus par aucun des arguments repris dans cet article - ils auront sans doute déjà arrêté la lecture avant -, nous ajouterons celui qui provoquera peut-être leur colère la plus profonde, à savoir que s'enquérir de la véracité des allégations d'abomination de l'autre non-occidental, répétées quotidiennement par les gramophones de la presse de masse, est secondaire. Que le tyran en soit un ou non, on sait, par expérience historique, que l'Occident n'intervient pas par abnégation, que ses intérêts ne sont pas gratuits, qu'il définit ce qu'est une victime de façon partielle. Il aurait sinon dénoncé plus massivement les crimes contre les serbes du Kosovo par exemple, ou encore tenterait d'éviter les massacres de civils palestiniens par l'armée israé-

lienne. Les plus redoutables ennemis sont en fait ses meilleurs alliés : Arabie Saoudite, Qatar.

L'Occident a donc besoin d'un ennemi. Plutôt que d'honorer le « mauvais », il l'adore au fond, car il lui est nécessaire. Si l'autre est « anormal », c'est surtout, plus que de nommer l'autre, nous nommer « nous » et énoncer que « nous sommes normaux ». Si l'on accorde tant d'importance à chasser le « mauvais », c'est donc surtout pour nous définir positivement. Ceci expliquant l'acharnement médiatique, la monomanie triomphale de mise à l'index de l'autre en face, qui serait tout ce que nous ne sommes pas. L'« ennemi » n'existe en effet jamais par rapport à lui-même, dans l'absolu, mais par rapport à celui qui le nomme. Véritablement sanguinaire ou non, on fera tout pour que l'opinion croit qu'il l'est. Pendant ce temps-là, les États-Unis et leurs alliés pourront continuer leurs crimes et assurer leur mode de vie occidental. Non négociable.

On peut choisir que l'ennemi est le FN qui se répand dans les milieux populaires, ou les laïcistes belliqueux qui ne voient que l'Islam : « *Ce qui est nouveau, et réellement troublant, est l'obsession de l'Islam, le discours laïciste frénétique qui se répand dans la moitié supérieure de la pyramide sociale, et qui est beaucoup plus inquiétant, au fond, que l'incrustation du vote FN dans les milieux populaires* ».⁽¹¹⁾ En fonction de l'ennemi, on choisira des voies d'interprétation différentes de la réalité et de l'histoire (notamment l'histoire du succès du FN). En ne tentant pas de comprendre les processus qui mènent une partie du peuple à voter pour l'extrême droite, on n'exercerait jamais radicalement la pensée qui permettrait de saisir que le premier camp (la démocratie et ses partis d'alternance gauche-droite traditionnels), par ses politiques iniques et dévastatrices a généré le second camp, celui communément repris comme « extrême », qui, fort maintenant de son succès, participe malgré lui à définir le premier camp comme celui du bon et du bien. Dans ce cadre de pensée binaire, profitable aux deux camps - enfin aux politiciens qui le dirigent et aux dominants (multinationales, milliardaires, stars en tous genres) -, l'opposition ne serait qu'un leurre, occupant les foules pendant que sous la fausse alternance se perpétue la grande victoire du seul camp réellement présent : celui du capital et de son emprise.

Dossier réalisé par Alexandre Penasse

(1) On en revient à la même logique que celle de l'adoption, à savoir celle de la destruction systémique avec bénéfice individuel.
 (2) Emmanuel Todd notait, concernant les manifestations en France après les attentats contre la rédaction de Charlie Hebdo : « Une foule de 1,5 à 2 millions de personnes aura donc accepté de défilier derrière cette incroyable collection de geeks monétaires, budgétaires, militaires. La domination est acceptée, l'inégalité a une base de masse. La République française, comme la République européenne qui l'enveloppe, est un système hiérarchique. Cette immense manifestation néo-républicaine nous oblige à admettre que la montée de l'inégalité en France ne résulte pas de la conspiration d'une minuscule élite, ou même des 1 % de personnes qui touchent les plus hauts revenus (...) Une oligarchie de masse émerge, définie par un niveau éducatif supérieur et des revenus acceptables. Elle tient le pays, lui impose ses valeurs et ses rêves, rejette dans la proche banlieue les enfants d'immigrés, dans la banlieue plus lointaine et au fond des départements les milieux populaires français ». « Qui est Charlie », Seuil, p.136.
 (3) Slavoj Žižek, *Violence*, Au Diable Vauvert, p.138.

(4) Vincent Cheynet, *La Décroissance*, octobre 2015.
 (5) <http://www.feb.be/globalassets/publicaties/gids-voor-werkgevers--opleiden-entewerkstellen-van-asielzoekers-en-vluchtelingen/0916160927am.pdf>
 (6) Voir à ce sujet l'excellent ouvrage, naturellement véhémentement rejeté par la gauche bien-pensante, de Walter Benn Michaels, *La Diversité contre l'égalité*.
 (7) Voir www.kairospresse.be/article/nous-ne-sommes-pas-tous-charlie, ou « L'identité en question », dans le Kairos spécial 3.
 (8) Jean-claude Michéa, *Notre ennemi le capital*, Climats, p. 153.
 (9) Ibid., p.131.
 (10) Slavoj Žižek, p. 159.
 (11) Emmanuel Todd, *ibid.*, p.227.

QUESTIONS D'EFFONDREMENT

Propos recueillis par Alexandre Penasse

professeur avec son élève, un maître d'arts martiaux avec son disciple ; secundo, qu'elle soit bienveillante ; tertio, qu'elle soit limitée dans le temps, car une fois devenu adulte, l'individu n'a plus à être éduqué, même s'il peut éventuellement continuer à être « formé », par exemple dans le cas des arts martiaux. L'autorité disparue doit être remplacée par l'autodiscipline et le respect.

Pour terminer, ne pensez-vous pas que le thème de l'effondrement est frauduleusement utilisé par certains comme « solution » à tous nos problèmes ? « Comme ça va venir, inutile d'agir, laissons faire. »

Ph. G. : « *Après moi le déluge* » ne fait que confirmer le mépris du bien commun et de la nature. Certains écologistes extrémistes souhaitent la disparition de la race humaine. Pourtant, il y a de beaux êtres humains !

B. L. : *A contrario*, certains individus sont tellement cyniques ou bornés que parfois la seule réflexion que

j'ai envie de leur faire c'est « continue donc comme ça, on verra ta tête quand tout s'effondrera ! »

Dernière question : par où commencer ?

Ph. G. : Deux axes sont essentiels. Primo, le réglage des rapports entre l'individu et le collectif ; relire Marcuse et Mumford. Secundo, celui du temps biologique des individus avec le temps cosmique, relire là Grothendieck, Camus et Jonas.

B. L. : Je citerai Thucydide : « *Il faut choisir : se reposer ou être libre* ». Quant à savoir par où commencer... Que chacun fasse la part des choses entre son intuition, ses réflexions, ses goûts, ses capacités, ses relations avec son entourage et sa vision à long terme, transgénérationnelle. Puis, advenue que pourra.

Propos recueillis par **Alexandre Penasse** à Tilff, le 28 janvier 2017.



Illustration : Gabrielle Lacombe

LA VICTOIRE DES PIN-UP

Alain Adriaens

Puisque tout article commence par une définition étymologique de ce dont on parle, précisons immédiatement aux malotrus qui ne maîtriseraient pas l'anglais que *pin-up* n'évoque nullement la direction ascendante d'un quelconque membre viril mais bien le fait d'épingler sur un mur un dessin ou une photo d'une jeune dame très légèrement vêtue. Puisque tout article commence par une définition étymologique de ce dont on parle, précisons immédiatement aux malotrus qui ne maîtriseraient pas l'anglais que *pin-up* n'évoque nullement la direction ascendante d'un quelconque membre viril mais bien le fait d'épingler sur un mur un dessin ou une photo d'une jeune dame très légèrement vêtue.

Le terme est apparu en 1941 quand les militaires états-uniens, attendant de monter au front, garnissaient leurs chambrées de photos d'actrices ou de starlettes plutôt jolies. Mais, le philosophe Dany-Robert Dufour date l'apparition spectaculaire des *pin-up* bien plus tôt, en mars 1929. Dans son livre *La cité perverse*⁽¹⁾, Dufour décrit la manifestation spectaculaire organisée par Edward Bernays qui avait annoncé à tous les médias une action où l'on verrait brandir des « flambeaux de la liberté ». Et de fait, le jour venu, une troupe de jolies *pin-up* manifestèrent en exhibant fièrement des... cigarettes allumées. Cette très efficace action publicitaire est le symbole parfait de la tactique du premier théoricien de la publicité que fut Bernays⁽²⁾. Ce neveu de Freud avait bien retenu la leçon de son tonton qui avait affirmé que le mobile caché de la plupart des actions humaines est la pulsion sexuelle. Ainsi donc, pour convaincre les femmes de dépasser la réprobation sociale qui disait qu'une femme qui fumait était une dépravée, Bernays en a fait le symbole de la libération de la femme. En leur permettant de voler aux hommes ce symbole phallique miniature qu'est la cigarette, il leur faisait croire qu'elles luttaient pour leur libération. En fait, elles se préparaient à une addiction à une drogue aux effets très nuisibles pour leur santé mais il faut bien vendre, n'est-ce pas, même des produits porteurs de mort. Ce renversement des valeurs, le vice devenu vertu, est la base même de toute l'idéologie libérale et de la manipulation psychologique dont Edward Bernays, ce malfauteur de l'humanité qui vécut 103 ans, est l'incarnation.

Depuis ces premières *pin-up* qui pompaient langoureusement leur cigarette-phallus, les jeunes dames court-vêtues sont devenues l'accessoire central de beaucoup de publicités. L'on croit généralement que de mettre une fille quasi nue sur le capot d'une voiture est le modèle de la pub sexiste destinée aux mecs. Mais, souvent, lier un produit à une jolie femme dans un environnement agréable est destiné à faire croire aux victimes féminines de la pub qu'en acquérant le produit X ou Y, elles seront séduisantes et désirables.

Avec le temps, les pubs sexistes sont devenues de plus en plus *hard*, avec le *soft porno* dont Dolce&Gabbana s'est fait le spécialiste : limite carré-

ment dépassée... Avouons qu'il y a parfois des pubs sexistes qui peuvent faire sourire. Citons celle de la crème semi-épaisse Babette de Candia qui dit de son produit « *Babette, je la lie, je la fouette, et parfois elle passe à la casserole* ». Osé, mais au moins il y a de l'humour. Les mouvements féministes ont encore du pain sur la planche et une alliance avec les collectifs antipub serait utile car c'est dans ce secteur indispensable à l'obsession croissante que l'on retrouve le plus de manifestations de ce qui fait dire à Dany-Robert Dufour, dans son livre *La Cité perverse*, que nous vivons en pornocratie. En 2009, il dénonçait la victoire des *pin-up* en regrettant que la première dame de France soit une starlette, un peu trop femme-objet à son goût. On se demande ce qu'il pense de la femme totalement objet qui est l'épouse de Supermacho, celui qui est devenu président des Etats-Unis...

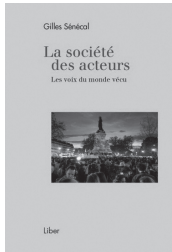
Alain Adriaens



(1) Dany-Robert Dufour, *La cité perverse*, Denoël 2009, Folio essais 2012.

(2) Edward Bernays, *Propaganda, comment manipuler l'opinion en démocratie*, Zones, [1928] 2007.

VU, LU, ENTENDU



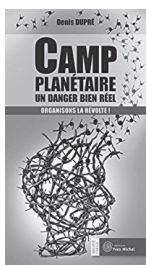
Dans *La société des acteurs* (Liber, 191 pages), **Gilles Sénécal** a décidé de voir la bouteille à moitié pleine. Avertissement : pour aborder son ouvrage, il vaut mieux être rompu au langage sociologique. Selon lui, malgré la désinstitutionnalisation et la fragmentation sociale, nous sommes entrés dans l'ère de la participation. « *La société des acteurs se définit par l'expression des mondes locaux et vécus et par la recomposition des rapports au monde et à l'autre* » (p. 11). Ce nouveau type d'action collective se décline à travers une typologie détaillée des acteurs (stratégique, historique, communicationnel, oppositionnel, social théâtral) s'opposant à l'ordre établi, et des *scènes* (ordinaire, de substitution, sombre, du conflit, urbaine) sur lesquelles ces acteurs agissent. Sans surprise, il évoque le rhizome deleuzien comme grille d'explication générale, dans « *la non-séparation du monde vécu et du monde global* » (p. 129). Cependant, il reconnaît aussi que la logique des acteurs est plus individuelle que collective et que leur subjectivité prend le pas sur la raison stratégique. Malheureusement, le jargon universitaire fait obstacle à une large compréhension de cette étude. **Gilles Sénécal, La société des acteurs, Liber, 191 pages.**

B. L.



Le genre du pamphlet n'étant pas souvent pratiqué en Belgique, profitons de l'occasion avec *Que faire ! [contre l'ordre régnant]*, préfacé par Samir Amin pour Erik Rydberg, journaliste et ancien directeur du Gresea, un homme qui a le sens de la formule, comme ici : « *Ce qu'on ne discute et ne pense pas sera discuté et pensé à notre place par ceux-là mêmes qui construisent un monde dont nous ne voulons pas* » (p. 46). Une évidence que nous ferions bien de ne pas oublier ! L'auteur se place dans une perspective marxiste sans dogmatisme. Il insiste sur plusieurs points : l'importance de la lutte idéologique – et pas seulement macro-économique – à travers le (bon) usage des (bons) mots ; la défense du livre contre les chimères de la lecture numérique ; la nécessité de concilier internationalisme et patriotisme pour faire front à la mondialisation qui élimine « *l'obstacle national au bénéfice des flux commerciaux et financiers, des drones et autres mouvements de troupe* » (p. 44) ; et même l'affirmation de l'identité chrétienne de l'Europe pour contrer le « multiculturalisme », concept d'origine anglo-saxonne propre à dissoudre toute conscience historique, religieuse et de classe. Dans un monde que l'on dit volontiers devenu « multipolaire », Rydberg rappelle à propos que l'impérialisme états-unien reste le principal danger pour la paix et la (vraie) démocratie. Au travers des partis révolutionnaires et des syndicats, l'action collective est la condition d'une possible reconquête ; l'auteur escamote le rôle des alternatives citoyennes et la question écologique et n'a peut-être pas pris toute la mesure d'un obstacle psycho-social de taille au changement : le poison individualiste qui coule désormais dans les veines de tout le corps social, sans oublier la servitude volontaire. Ce court pamphlet nous aide à comprendre pour mieux agir. **Erik Rydberg, Que faire ! [contre l'ordre régnant], préfacé par Samir Amin, éd. Couleur Livres, 80 pages.**

B. L.



Voici un essai de plus traitant de la décomposition du monde et des remèdes éventuels à y apporter. Denis Dupré, ingénieur et philosophe spécialisé en finance, part d'une analogie, exercice périlleux s'il en est, car cela donne souvent des résultats boiteux. Mais ici, l'analogie du monde se transformant en un gigantesque camp de rétention fonctionne et est convaincante. Les riches se barricadent dans des quartiers fermés ou achètent des îles entières, laissant le reste de l'humanité, à laquelle ils ne pensent pas appartenir, croupir dans des conditions de plus en plus dantesques avec le temps qui passe, sur une « *planète qui rétrécit aux ravages* ». « *La très grande part de la population mondiale se retrouve ainsi dans un camp de plus en plus exsangue et dont la production remonte pour l'essentiel vers les plus riches* » (p. 45), alors que « *la planète surexploitée n'offre plus de lieux possibles pour s'isoler, prendre du*

recul et vivre autrement selon d'autres lois » (p. 60). L'auteur multiplie les exemples historiques, des Grecs à l'Allemagne nazie, en citant Primo Levi. Volontariste, il en appelle à « *déranger le système* » sans se contenter de faire sa part du colibri. Quatre moyens sont à notre disposition : la lucidité, le refus, l'ironie et l'obstination, et l'auteur de prendre en exemple deux extrêmes temporels, Ulysse et Ette Hillesum. « *Être libre, c'est se préparer à bouleverser sa vie* » (p. 115). Avec un peu d'étonnement, nous apprenons aussi que Dupré reste confiant dans les experts (au service des citoyens, certes) et ne rejette pas l'idée de faire la guerre (pour la bonne cause, certes). **Denis Dupré, Camp planétaire, un danger bien réel. Organisons la révolte, éd. Yves Michel, 2017.**

B. L.



Obscène, c'est notamment en s'appuyant sur ce mot qui, étymologiquement, viendrait de « *qui ne peut être mis sur scène* » que le philosophe Dany-Robert Dufour montre dans son essai *La cité perverse* que nos sociétés modernes sont régies par la pornographie. En effet, en dévoilant à l'excès ce qui devrait, logiquement, être caché, la logique dominante de nos jours met sur le tapis les libertins, les libertariens, les (néo-)libéraux. Dufour montre comment, depuis le « *moment 1700* », se sont progressivement libérées trois pulsions que toutes les civilisations avaient réprimées ou fortement modérées. Saint-Augustin avait bien catégorisé ces passions : *l'amor sciendi*, le désir de voir et de savoir, *l'amor dominandi*, la passion de posséder et de s'élever au-dessus des autres et *l'amor sentiendi*, la libido dirigée vers la chair, les sens. Or, grâce et malgré le christianisme, ces passions vont être peu à peu libérées. L'auteur, étonnant de culture philosophique et historique, décrit comment, grâce à Pascal, Mandeville, Adam Smith ou Sade, les barrières qui contenaient les vices humains furent abattues au point de faire de ces vices privés des vertus publiques que l'on exhibe aujourd'hui sans vergogne.

Dufour n'est absolument pas puritain, il apprécie les joies du sexe mais les préfère inventées par chacun plutôt qu'imposées par le nouvel impératif du consumérisme hédoniste : « *Jouis sans limites !* ». Cette apologie de l'illimitation est évidemment aussi ce qui autorise et encourage le saccage des écosystèmes qui assurent la vie sur Terre. Dufour illustre au long de près de 400 pages savantes mais très lisibles comment la libération de la concupiscent (con-cul-pisse-sens : c'est un grand connaisseur de la psychanalyse lacanienne) nous a conduits au stade de la pornocratie. **Dany-Robert Dufour, La cité perverse. Libéralisme et pornographie, Denoël, 2009, 391 pages.**

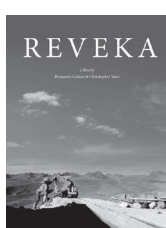
A. A.



Au quotidien, pratiquer la vie simple s'apparente entre autres à tisser des liens. Des liens entre ce que je consomme et celui qui produit les biens ; des liens entre cette consommation et les conséquences qu'elle a sur le vivant. Si l'on accepte cette centralité du lien dans la démarche, on ne peut que déclarer que le livre *Un millénaire de simplicité volontaire en Occident* d'Alain Adriaens est un véritable travail de simplicitaire : il tisse du lien. Le travail minutieux de l'auteur - qui peut, au premier abord, paraître un peu indigeste - rend en réalité visibles des relations oubliées. À la simplicité volontaire telle qu'elle est vécue aujourd'hui, il relie toute une série de mouvements, ordres, groupes, théories qui ont existé par le passé. Néanmoins, si cette recension d'initiatives proches de la simplicité volontaire occupe la plus grande partie de l'ouvrage, le mérite de l'auteur tient dans le fait que son objectif dépasse la juxtaposition d'éléments historiques. Il s'agit bien sûr de ré-enraciner les pratiques actuelles dans un temps long. Mais en plus d'enraciner, l'ouvrage vise également à rassembler. L'auteur prône en effet un rapprochement entre tous ceux qui aujourd'hui désirent combattre le « *toujours plus* ». Montrer les liens entre tous ces mouvements, c'est pour lui aussi s'insurger contre l'énergie dépensée par les défenseurs de la simplicité à critiquer ceux qui poursuivent le même objectif qu'eux mais selon d'autres modalités. S'insurger contre ces guerres de palier où les uns descendent leurs voisins

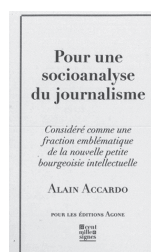
sur la place publique en raison de leur manque de radicalité tandis que les autres dévalorisent systématiquement toutes les initiatives des premiers en raison de leur manque de pragmatisme. En cela, Alain Adriaens nourrit une lutte indispensable aujourd'hui : développer une conception plurielle du politique. Il semble en effet crucial de pouvoir regarder la complémentarité entre différentes façons de mettre en œuvre l'écologie politique. De voir les initiatives locales présentées dans le film *Demain* non pas comme l'opposé de la création d'un mouvement politique qui remet en question la croissance mais bien comme deux éléments nécessaires à la transformation sociale souhaitée. Avoir un esprit critique ne devrait pas signifier : dédier tout son temps à critiquer ceux qui pensent autrement que nous. À ceux qui veulent réduire la transition écologique à un unique type d'action politique élevé au rang de dogme, le livre *Un millénaire de simplicité volontaire* rappelle que la vie simple n'est pas évidente à mettre en pratique - en témoignent dans l'ouvrage toutes les initiatives qui ont dévié au fil du temps de leur objectif initial - et qu'il serait donc grand temps de coopérer entre différents mouvements pour se garantir d'être plus nombreux à garder le cap de la simplicité. **Adriaens, Alain, Un millénaire de simplicité volontaire en Occident, Couleur livres, 2016.**

Emeline De Bouver



Eduardo Galeano avait bien décrit le pillage colonial des richesses minières de l'Amérique du Sud, et notamment de Potossi. Le pillage continue, laissant la pierre tâche aux hommes nés misérables de le demeurer pour que d'autres puissent se parer d'argent et d'or. C'est ce destin des hommes s'enfonçant chaque jour dans les entrailles de la mine, à la recherche du minerais précieux, que le documentaire *Reveka* met en lumière. La vision de ces autres crée le contraste avec notre monde, où les premiers sont baignés dans la nécessité d'échapper à une mort qui vient trop vite et les happe bien malgré eux, et les seconds, sans interagir avec les protagonistes du documentaire, bénéficiaires de la quête de ces esclaves, qui se pareront de l'argent si durement récolté. **Reveka, de Benjamin Colaux et Christopher Yates**

A. P.



Dressant une analyse sociologique du champ journalistique déjà bien développée dans son introduction à *Journalistes précaires, journalistes au quotidien*, Alain Accardo reprend dans ce nouvel ouvrage, qui constitue une collection de textes courts et incisifs (*Cent mille signes*), des principes qui plus largement sont propres au champ sociologique de la classe moyenne. Il dresse ainsi un tableau qui dessine les contradictions qui la traversent et de quelle façon elle participe à la pérennisation du système capitaliste. Largement consacré à la nécessité de sortir du binaire micro-sociologie/macrosociologie pour penser le monde social comme le fruit à la fois des structures objectives mais aussi de la participation subjective de chacun, l'ouvrage rappelle, pour qui l'oublierait, la nécessité de combattre sans relâche les médias et leurs personnels qui ne sont plus que de vastes officines de propagande. Pour ce faire, l'auteur pourfend la posture impliquant une forme de victimisation de l'individu qui serait comme pris malgré lui dans le système et ne pouvant rien faire, et invite au fond chacun à se révolter : « *Quand la monstruosité du système qu'on sert est devenue évidente, l'excuse consistant à dire qu'on ne savait pas ou qu'on ne pouvait pas faire autrement n'est plus acceptable* » (p.8). La réalité n'est pas celle que les médias nous vendent, mais pour la combattre et la modifier, il faut aussi pouvoir penser le monde social comme le produit de ce que nous sommes comme de ce que les structures ont fait de nous... là se situe sans doute la possibilité d'exercice de notre liberté. Nous pouvons changer les choses. **Alain Accardo, Pour une socioanalyse du journalisme, Agone (Cent Mille Signes), 2017**

A. P.

BRÈVES

ATTENTION CHIENS DE GARDE!

C'est l'histoire d'un couple de Gantois qui revient chez lui après avoir passé deux mois au Vietnam et retrouve sa maison occupée par une famille de Roms. Jusqu'ici, voilà un fait divers plutôt anodin. Pourtant, les médias flamands ont fait tout un foin autour de cette affaire, criminalisant l'appropriation temporaire de logements inoccupés... pour mieux faire passer la pilule d'une loi anti-squat ! Des propos grotesques ont été tenus par les politicards et leurs fidèles chiens de garde, se plaignant du manque de moyens légaux pour rendre justice à la propriété privée. Utilisant ce cas particulier pour généraliser l'idée que le squat est un acte intolérable, les médias ont préparé le terrain et tendu la perche à Koen Geens, ministre de la Justice, qui s'est proposé de durcir la répression envers les squatteurs. Son ignoble projet de loi anti-squat prévoit des sanctions pénales allant jusqu'à deux ans de prison et permettrait dorénavant au seul bon vouloir des bourgmestres de porter plainte en Justice de Paix contre les squatteurs. Histoire sans doute de remplir plus vite la future maxi-prison et de faciliter le processus de gentrification. Bien sûr, pas un mot sur l'explosion des loyers et des SDF, les dizaines de milliers de logements vides, la spéculation immobilière, le manque criant de logements sociaux, la gentrification, les promoteurs qui font main basse sur la ville, etc. C'est pas sorcier, les pouvoirs privés ou publics n'aiment ni les grévistes, ni les chômeurs, ni les sans-papiers, ni les squatteurs. Alors quand les médias peuvent leur filer un coup de pouce, ils ne se gênent jamais! En attendant, la manifestation du 21 mars à Bruxelles pour le droit à l'habitat s'est joyeusement terminée par l'ouverture d'un bâtiment désormais transformé en Centre Social Anarchiste, rue Godecharles 21-23, d'où s'organise déjà le mouvement contre la répression envers celles et ceux qui revendent simplement un toit.

M.D.

MACRON, FILLON, HAMON, MÉLENCHON... AINSI FOND, FOND, FOND... LA CALOTTE GLACIAIRE

« Je trouvais effarant que tout le monde s'étripe, même les candidats qu'on présente comme proches de l'écologie, que ce soit Jadot, Mélenchon ou Hamon, même ceux-là restent dans le cadre de la France, ce qui est de mon point de vue parfaitement ridicule. Pour moi, Mélenchon reste fondamentalement un productiviste (...), par exemple à son dernier grand meeting à Lyon, où il avait envoyé son hologramme à Aubervilliers, son mot d'ordre principal c'était "repousser les limites de l'humanité", avec trois secteurs dans lesquels l'humanité pouvait se projeter en avant, en repoussant ses propres frontières : la mer, l'espace et le numérique : "Combien de fois je vous ai parlé de la mer ? Nous avons tous les moyens de l'explorer : tous les moyens techniques, tous les moyens scientifiques, tous les équipages. Dans l'économie de la mer, on peut injecter une part des 100 milliards d'investissement que nous allons mettre dans la production et l'investissement (...). Par conséquent, il n'y a pas d'autres limites que notre capacité à investir, il n'y a pas d'autres limites que notre capacité à inventer". Et là, ça été une confirmation que Mélenchon, il n'est pas écologiste, car l'écologie, fondamentalement à mes yeux, c'est la découverte de la limite » (Fabrice Nicolino sur : <http://la-bas.org>, 31/03/17). À quand un candidat antiproductiviste ? Mais est-ce seulement possible d'arriver là en s'opposant radicalement au système...

A.P.

LES JOURNALISTES CONTRE LA DÉMOCRATIE

« Les médias comme contre-pouvoir », « le journaliste comme personnalisation de la démocratie » : ces affirmations tiennent-elles la route ? La médiatisation de l'élection présidentielle française tend en tout cas à nous faire penser le contraire... Déjà mis à mal par les « affaires » concernant François Fillon et Marine Le Pen, le débat politique peine à simplement voir le jour. Une alternative au modèle néolibéral est-elle envisageable dans le cadre européen ? Quelle politique pour une transition écologique ? Comment refonder et repenser la République pour plus de démocratie ?

Toutes ces questions et bien d'autres semblent moins intéresser les journalistes que les divers rebondissements et la possibilité pour un outsider de venir troubler le duel qui semble inévitable entre le candidat de la mondialisation, M. Emmanuel Macron, et la candidate de l'extrême droite, Mme Marine Le Pen. La pensée journalistique est gâchée par les pronostics qui, par ailleurs, sont de plus en plus hasardeux et ce au détriment du débat des idées. Cette incapacité à faire naître le débat résulte de l'influence du marketing sur la politique et la personnalisation de la fonction, qui se reflète clairement lorsqu'un journaliste s'interroge sur l'intérêt de la candidature d'un « petit » candidat plutôt que de la considérer comme une occasion d'aborder ses idées, peu présentes dans l'espace public.

Sébastien Gillard

LA RAISON ET L'ÉMOTION

« Justement Jean-Claude, politiquement, est-ce que cette explosion va encore plus renforcer le pouvoir fort de Vladimir Poutine ? » Cette question, François de Brigode la pose au correspondant de la RTBF en Russie le jour de l'attentat dans le métro de Saint-Petersbourg, le lundi 3 avril 2017. Si la question est légitime — tout pouvoir tend à se renforcer après une telle attaque — elle n'est pas toujours posée aussi spontanément... Le 22 mars 2016, lors de l'édition spéciale du journal télévisé de la RTBF, un bandeau défile avec entre autre comme inscription : « Le niveau d'alerte antiterroriste est passé mardi matin à son niveau maximal le niveau 4 ». La journaliste, Nathalie Maleux, questionne son invitée: « Le Roi Philippe va prendre la parole ce soir à 19h, en direct, c'est un événement exceptionnel, cela a de quoi rassurer une population qui vit dans l'anxiété ? » L'interview fait place à la loi du direct pour laisser la parole au Premier ministre Charles Michel qui annonce le renforcement de la présence militaire et le contrôle accru aux frontières. Dans ce cas, la question du renforcement du pouvoir ne sera pas posée...

Sébastien Gillard

Kairos

Kairos souhaite montrer qu'un journal peut être indépendant, et engagé, offrir au lecteur la capacité réelle de saisir et de penser les enjeux actuels, en faisant sortir le lecteur de ce rôle que les médias dominants lui ont donné avant tout autre: celui d'un client lecteur d'une presse dont l'information était un prétexte.

Un média est ce qui nous offre la possibilité de comprendre ce qui sort de notre rayon direct d'analyse, il est donc essentiel dans la formation de la pensée critique, et donc de la citoyenneté.

Il faut oser dire et montrer que la diversité n'existe pas actuellement dans des

médias qui sont peu ou prou les mêmes et propagent un modèle de pensée unique.

Il faut nommer les limites, celles qui dépassées relèguent une partie de l'humanité au ban du monde et amènent à considérer la terre comme un vaste réservoir inépuisable, réceptacle de nos déchets. La

citoyenneté est à ce prix... elle ne s'achète pas.

ABONNEZ-VOUS À KAIROS*

*Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRI0BEBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospress.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 euros pour un an et 6 numéros)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER! PARTAGER!